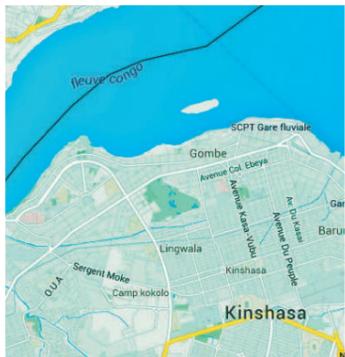


RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2846 - JEUDI 23 FÉVRIER 2017

FINANCEMENT DU PROCESSUS ÉLECTORAL

La Céni donne la vérité des chiffres

Selon Corneille Naanga, président de la Céni, il faudra 1,3 milliard de dollars sur trois ans pour financer l'ensemble du cycle électoral et non pas 1,8 milliard de dollars comme évoqué dernièrement par le ministre du Budget. Depuis le 1er juillet 2016, a-t-il fait remarquer, ledit budget est déjà en exécution avec le lancement des opérations en cours de révision du fichier électoral entamées dans la province pilote du Nord-Ubangi.

Quant aux municipales et les locales, il a précisé qu'elles coûteront au total 385 millions de dollars. Concernant l'absence d'un calendrier électoral énonçant toutes les étapes du processus électoral, le responsable de la centrale électorale s'en remet aux acteurs politiques qu'il a exhortés à dégager rapidement un consensus quant à la mise en œuvre effective de l'accord du 31 décembre.

Page 12



En avant-plan, le président de la Céni, Corneille Naanga

ENJEUX POLITIQUES

L'opposant Katebe Katoto de retour à Kinshasa



Raphaël Katebe Katoto interrogé à Bruxelles par le journaliste des Dépêches de Brazzaville

Le riche homme d'affaires Raphaël Katebe Katoto est rentré à Kinshasa le 21 février en provenance de Belgique après douze années passées en exil. Suspendu à titre préventif par sa plate-forme, l'Alternance pour la République (AR) en raison de ses prises de position et déclarations contraires à celles de ses compagnons de lutte, le frère aîné de Moïse Katumbi serait rentré pour venir s'expliquer à propos des griefs mis à sa charge. Il est censé être auditionné par la commission de discipline de l'AR chargée de statuer sur son cas.

Toutefois, son retour à Kinshasa suscite maintes interrogations dans le chef des observateurs d'autant plus que cela intervient alors que le blocage s'est totalement installé dans les négociations en cours entre la majorité et l'opposition sur les arrangements particuliers liés à l'accord de la Saint-Sylvestre.

Page 13

AFFAIRE TEKEFUNGURUME

Cent millions de dollars versés à la société minière d'État

L'agence Bloomberg livre cette information en se référant à des sources proches du dossier. La Générale des carrières et des mines (Gécamines) aurait reçu « 100 millions de dollars américains dans le cadre d'un règlement pour abandonner ses objections à la vente de la plus grande mine

de cuivre de la RDC (Tenke Fungurume) aux acheteurs chinois ». On parle également d'un prêt de Tenke Fungurume de 30 millions de dollars à la Gécamines une fois que l'action intentée devant la justice locale en décembre aura été annulée.

Le litige semble avoir trouvé une

solution durable mais l'agence Bloomberg, citant Freeport, parle d'autres paiements ponctuels effectués dans le passé en faveur de la société d'État dans le cadre des transactions similaires sans que les détails n'aient été portés au grand public

Page 12

HAUSSE DU PRIX DU CARBURANT

Le gouvernement à couteaux tirés avec la profession pétrolière

Le bras de fer se poursuit entre le gouvernement et la profession pétrolière. Cette dernière tient mordicus à ce que les paramètres de la structure des prix du carburant à la pompe soient actualisés, ce que refuse l'exécutif national. En guise de pression, les opérateurs pétroliers ont décidé la vente séquentielle du carburant à Kinshasa contraignant ainsi les automobilistes à aller s'approvisionner auprès des vendeurs ambulants communément appelés « kadhafis ».

C'est depuis novembre 2016 que certains paramètres qui influencent le prix à la pompe ont commencé à bouger à Kinshasa avec, à la clé, la dépréciation du franc congolais qui



Un pompiste approvisionnant un client en carburant

est passé de 935.75 FC à plus de 130 FC, soit une augmentation de plus de 5%.

Page 12

ÉDITORIAL

Désarroi

Le moins que l'on puisse dire, au terme du premier mois du mandat présidentiel de Donald Trump, est que les Etats-Unis plongent la communauté internationale dans le doute. Pas un jour, en effet, ne passe désormais sans qu'une déclaration, un acte, une prise de position officielle du nouveau chef de l'Etat américain vienne remettre en question la stratégie, fixée depuis longtemps, que les locataires successifs de la Maison Blanche s'employaient à appliquer, certes, avec des nuances mais sans jamais dévier de l'axe fixé au sortir de la « guerre froide ».

Qu'il s'agisse des relations avec la Chine ou la Russie, de la coopération avec l'Union Européenne, du devenir de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, des rapports avec les plus proches voisins des Etats-Unis que sont le Canada et le Mexique, de la question plus que délicate du devenir de la Palestine, de l'application de l'accord nucléaire avec l'Iran et autres grandes questions, la politique suivie par l'« Oncle Sam » depuis des décennies semble, sinon remise en cause, du moins fortement ébranlée. Et cela provoque un désarroi à l'échelle planétaire qui ne cesse de grandir.

Tous les observateurs de la scène internationale sont d'accord sur le fait que la Maison Blanche va devoir très vite clarifier ses positions ; d'accord aussi sur le fait qu'elle ne pourra en aucun cas poursuivre sur la voie pour le moins aventureuse dans laquelle son locataire actuel s'est engagé ces dernières semaines. Si Donald Trump veut éviter de se trouver confronté à une crise institutionnelle majeure qui naîtrait tout à la fois de la rue, de la classe politique et surtout de la haute administration américaine, il va devoir faire rapidement marche arrière, revenir aux fondamentaux de la politique extérieure américaine, cesser de s'en prendre aux médias et de « tweeter » des messages hasardeux.

Ajoutons à ce qui précède que ce qui pourrait arriver de pire, dans le moment présent où de nouveaux rapports de force s'établissent entre les grandes puissances, serait que les Etats-Unis oscillent sur leur base sans savoir réellement où les conduit leur plus haute autorité. Alors, effectivement, le monde entrerait dans une période d'instabilité d'autant plus dangereuse que des forces obscures, religieuses et autres, sont à l'œuvre afin de semer le désordre partout où cela se peut.

Les Dépêches de Brazzaville

DÉCÈS DE MARCEL NTSOUROU

Le gouvernement ne rejette pas l'idée d'une autopsie

Le ministre de la Communication et des médias, Thierry Mougalla a déclaré le 22 février à Brazzaville que le gouvernement pourrait marquer son accord pour une autopsie de la dépouille mortelle de Marcel Ntsourou, si cela est le souhait de la famille.

Thierry Mougalla qui a animé une conférence de presse sur le sujet a appelé les uns et les autres à l'apaisement. Il s'est ensuite appesanti sur l'enquête ouverte par le gouvernement sur cette affaire, avant de retracer les faits tels qu'ils se sont déroulés le vendredi 17 février, date du décès de Marcel Ntsourou. « C'est autour de 11 heures que Franck Mbani, neveu de Marcel Ntsourou, codétenu de ce dernier et qui partageait la même cellule avec lui, alerte le directeur de l'administration pénitentiaire sur la survenance d'un malaise sur la personne de Marcel Ntsourou », a indiqué le porte-parole du gouvernement. Et de préciser que le directeur de la Maison d'arrêt, constatant la gravité du malaise, a décidé de conduire Marcel Ntsourou à l'hôpital central

des Armées Pierre Mobongo où il a été pris en charge par les autorités médicales. « C'est à ce moment que débutent les enquêtes pour déterminer les causes exactes de la mort de Marcel Ntsourou », a renchéri Thierry Mougalla. Pour le gouvernement, il y a d'un côté les faits et de l'autre, les circonstances du décès. L'enquête est donc ouverte pour déterminer les causes du décès, a poursuivi le ministre de la Communication. Abordant la rumeur sur l'interdiction de la famille du défunt d'accéder à la dépouille du disparu, Thierry Mougalla a déclaré « qu'au moment où le décès a été constaté, il a fallu transporter le corps à la morgue. A ce moment-là, et je le dis de façon formelle, les membres de la famille de Marcel Ntsourou étaient bel et

bien présents et ont assisté au dépôt du corps à la morgue municipale de Brazzaville ».

Sur l'autopsie, cette autre rumeur circulant dans la ville et faisant état de ce que le gouvernement s'opposerait à celle-ci, le ministre de la communication et des médias a indiqué que ce n'est pas au gouvernement de la proposer et que si la famille est pour, le gouvernement ne s'y opposera pas. « Le gouvernement est tout à fait favorable. Il est disposé à ce que cette affaire soit réglée dans la plus totale sérénité », a-t-il dit. S'agissant des obsèques, le ministre a fait savoir que dans les traditions bantoues, c'est la famille qui s'en occupe. Les autorités compétentes restent donc à la disposition de la famille. A propos de la garde à vue de l'avocat Essou, Thierry Mougalla a fait savoir que c'est pour des raisons d'enquête étant donné que ce dernier aurait vu Marcel Ntsourou qui n'était pas son client.

Jean Jacques Koumba

VIE DES PARTIS

L'opposition radicale déterminée à faire libérer ses membres emprisonnés

La Fédération de l'opposition, regroupant le Frocad, l'Idc et le CJ3M, a rendu public, le 22 février à Brazzaville, une déclaration conjointe dans laquelle elle se dit déterminée à faire libérer, courant cette année, tous ses membres actuellement incarcérés dans les différents Maisons d'arrêt et de correction.

Dans cette déclaration, lue par Claudine Munari, présidente de cette plateforme, en présence de Charles Zacha-

rie Bowao ; Clément Miérassa et bien d'autres membres influents de cette coalition, l'opposition radicale a fait le tour d'horizon de l'actualité nationale, avant de donner son point de vue sur les grands sujets de l'heure.

Parlant des arrestations et incarcérations de ses membres, la Fédération de l'opposition s'est dite imperturbable cette année et poursuivra sans relâche, son combat quotidien afin d'obtenir, coûte que coûte, leur libération effective. « La Fédération de l'opposition

congolaise réitère sa détermination à faire de 2017 une année de la libération de tous les prisonniers politiques, sinon nous serons tous des prisonniers », relève cette déclaration conjointe. Abordant, par ailleurs, le point sur la mort en détention, le 17 février dernier de l'ex-colonel Marcel Ntsourou, des suites d'une crise cardiaque, l'opposition radicale s'est dite consternée et affligée par sa disparition inopinée. Elle a saisi l'occasion pour présenter ses sincères condoléances à la famille éplorée. Par la même occasion, la plateforme Frocad-Idc-CJ3M déplore les violences armées qui persistent dans le département du Pool depuis avril 2016. Des violences attribuées aux ninjas Nsiloulou, placés sous les commandes de Frédéric Bintsamou, alias Pasteur Ntouni qui est sous le coup d'un mandat d'arrêt émis par la justice congolaise.

Firmin Oyé



Claudine Munari entourée de Charles Zacharie Bowao et de Clément Miérassa (photo adiac)

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-
Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI :
Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Directeur : Charles Zodiolo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubel-Ngono

TRAVAUX ET PROJETS TRANSVERES

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Directeur : Philippe Garcia
Assistante : Sylvia Adhhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 983 9227 / (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

ELIMINATION DE LA PAUVRETÉ ET DES INÉGALITÉS SOCIALES

Daniel Ngassiki organisera une conférence publique en mars

L'ancien secrétaire général de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), Daniel Ngassiki, vient de mettre sur le marché du livre, un ouvrage intitulé : « L'Economie aux canons de l'infinitive inclusive ». A travers ce livre, l'économiste-banquier pense que l'élimination de la pauvreté et des inégalités sociales passe par l'introduction de l'Etat en bourse. Interview.

Les Dépêches de Brazzaville : Après la cérémonie de dédicaces de votre ouvrage précité en novembre 2016, vous envisagez d'organiser une conférence publique au cours de la deuxième quinzaine du mois de mars. Quel est le message que vous comptez apporter aux participants ?

Daniel Ngassiki : C'est sur invitation des journaux congolais, Les Dépêches de Brazzaville et la Semaine africaine que nous allons organiser cette conférence publique, à Brazzaville, sur le thème : « L'Afrique invente l'infinitive inclusive : la richesse pour tous

par l'introduction de l'Etat en bourse ». De manière précise, nous allons nous appesantir sur le miracle de la richesse pour tous sous la forme d'un jackpot universel à coût zéro pour le budget de l'Etat, c'est-à-dire un patrimoine de gros montant distribué à tous les citoyens sur le plan économique comme le bulletin de vote sur le plan politique.

LDB : L'élimination de la pauvreté et des inégalités sociales est souvent considérée comme chimérique dans la compréhension collective, puisque tout le monde se demande comment y parvenir. Quel est votre commentaire ?

D.N : Vous avez raison parce que, même dans les milieux des économistes, ces deux fléaux sont difficiles à être appréhendés par tous de la même manière. On obtient rarement le consensus sur les solutions à apporter pour en éliminer. Cependant, il

faut cesser de penser que l'élimination de la pauvreté et des inégalités sociales est une fatalité. Nous avons consacré assez de temps pour imaginer les pistes en vue d'atteindre la richesse pour tous et l'élimination de la pauvreté et des inégalités sociales. Nous espérons que l'infinitive inclusive en est le remède. Ainsi, nous proposons cette problématique à la communauté économique, aux hommes politiques, à la société civile et à tous les citoyens.

LDB : Avez-vous tenu compte des situations de récession économique mondiale dans l'élaboration de votre théorie économique ?

D.N : Il ne faut pas se laisser dominer par la conjoncture. La pauvreté ne peut pas se régler par des solutions conjoncturelles, mais par des perspectives à long terme. Lorsqu'on se propose de résoudre un problème lié à la finance, on ne se limite pas à la conjoncture,



Daniel Ngassiki (DR)

parce que la finance n'est pas la comptabilité. En comptabilité, on voit la situation présente et on élabore des hypothèses pour apporter une solution en tenant compte de la trésorerie disponible. En finance, ce n'est pas la même méthode de raisonnement. Ici, on regarde les choses dans le long terme.

LDB : Est-ce qu'un citoyen peut se coter en bourse ?

D.N : Ce ne sont pas les citoyens qui doivent se coter en bourse. Ce sont les entreprises. En ce qui concerne l'infinitive inclusive, il s'agit de coter l'Etat en bourse tout

en considérant qu'il a pour actionnaires principaux, les citoyens, dans la perspective de créer la richesse.

LDB : Quel message comptez-vous apporter au public varié qui sera présent à la conférence publique du mois de mars ?

D.N : Nous apporterons un message d'espoir pour dire que la question de la pauvreté et des inégalités sociales finirait par avoir une solution par l'introduction de l'Etat en bourse, en vue de la richesse de tous les citoyens.

Propos recueillis par Roger Ngombé

53^e ANNIVERSAIRE DE LA CROIX-ROUGE CONGOLAISE

Le président national appelle à une opérationnalité plus efficiente sur le terrain

Dans un communiqué de presse, paru ce 22 février, date de sa création, le président national de cette organisation humanitaire au service des plus vulnérables, Christian Sedar Ndinga, a souhaité que celle-ci devienne « une société nationale qui fonctionne bien », une Croix-Rouge forte arrimée à la modernité, transparente, autonome et capable de couvrir elle-même 90% de ses besoins.

« Dans ce contexte, il lui faudra, entre autres, considérer sa base juridique par la loi portant protection de l'emblème Croix-Rouge en République du Congo, consolider les capacités financières qui favorisent une opérationnalité plus efficiente sur le terrain », a réaffirmé le président national de la Croix-Rouge congolaise, Christian Sedar Ndinga.

« La commémoration du 53^e anniversaire, a-t-il poursuivi, est donc l'occasion pour nous de solliciter davantage les appuis multiformes des pouvoirs publics. Cette démarche épouse en quelque sorte un renforcement des ressources humaines, financières et logistiques pour faire face aux défis humanitaires ».

Ainsi, pour la petite histoire, dit-il, tout est parti de la volonté d'une cinquantaine de jeunes congolais membres de la section de la Croix-Rouge française à Brazzaville, d'aider leurs compatriotes qui revenaient du Congo-Belge (actuellement République démocratique du Congo). « En effet, constitués en équipes de secours, ces jeunes volontaires congolais ont véritablement appuyé les efforts des autorités congolaises de l'époque à installer, secourir et réinsérer les rapatriés dans leur pays d'origine », a-t-il ajouté.

Selon, le président national, ce geste combien désintéressé et salvateur dessiné l'esquisse de notre société nationale dans sa forme actuelle. La mission principale de la CRC comme celle du Mouvement en général consiste à soulager la souffrance humaine en tout temps et en tout lieu, sans discrimination de sexe, de race, de religion ni d'appartenance politique, dans le respect des sept principes fondamentaux du Mouvement CR.

Aujourd'hui encore, a-t-il rappelé, sans l'apport précieux des 13 000 volontaires (statistiques 2012) hommes et femmes disséminés dans les 12 départements, aucune activité humanitaire digne de ce nom ne pourrait être menée par le Croix-Rouge Congolaise (CRC).

Guillaume Ondzé

SANTÉ PUBLIQUE

Une mission de haut niveau de Gavi attendue à Brazzaville

Conduite par le directeur exécutif de l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (Gavi), le docteur Seth Berkeley, cette mission séjournera en République du Congo du 22 au 24 février, a-t-on appris d'un communiqué de presse de l'OMS-Congo

L'agenda de cette visite prévoit des échanges avec les plus hautes autorités du pays dont le président de la République, le Premier ministre et la ministre de la Santé et de la population. Il est également prévu la signature d'un accord avec le ministère des Postes et télécommunications. Le but de ces rencontres est d'échanger sur les tenants et les aboutissants de la sortie du Congo de l'éligibilité de Gavi, tout en garantissant le financement durable des vaccins et de la vaccination sans l'appui de cette alliance. Pendant son séjour en terre congolaise, cette délégation visitera des Centres de santé intégrés (CSI) et le Programme Elargi des Vaccinations (PEV) à Brazzaville.

Pour rappel, le gouvernement de la République du Congo bénéficie depuis septembre 2015, à travers le ministère de la Santé et de la population, d'un appui financier de Gavi. En effet, cette subvention d'environ 13,1 milliards FCFA a permis d'améliorer

de façon significative la couverture vaccinale et de réduire la morbi-mortalité infantile liée aux maladies évitables par la vaccination. Gavi a accordé pour la première fois un soutien de 2 ans au renforcement du système de santé d'un montant de près de \$ 4,8 millions.

De même, le Congo avait reçu de Gavi la lettre d'information relative à la demande pour un soutien exceptionnel pour les vaccins contre le Virus du Papillome Humain (VPH) qui bénéficierait aux adolescentes et la Rougeole-Rubéole en 2016. Cependant, pour que cette demande soit approuvée, le Congo ne devrait plus être en situation de défaut de cofinancement. « Grace aux efforts conjugués du gouvernement, de Gavi et d'autres partenaires, la couverture vaccinale est passée de 47% en 2003 à 86% en 2014 pour le vaccin Pentavalent 3. Les effets de cette amélioration sur la santé des enfants sont évidents car la vaccination a contribué à la réduction de la mortalité infantile. Au total, plus de deux millions d'enfants ont été vaccinés et 3,764 vies sauvées grâce notamment à l'appui de Gavi », souligne le communiqué de presse. En raison de l'amélioration du PIB (supérieur à 1500 USD), le Congo a été admis en 2011 au processus de sortie de l'éligibilité de Gavi. Ce qui s'est traduit

par une diminution des contributions de Gavi dans l'achat des vaccins et par une augmentation des besoins de financement national. « Les coûts des vaccins du PEV à charge du gouvernement sont passés de 35 millions FCFA en 2011 à 2,5 milliards FCFA en 2016. En 2017, les coûts des vaccins de routine à charge du gouvernement sont estimés à la somme de 2 milliards 373 millions FCFA. Les vaccins de campagne (rougeole-rubéole et fièvre jaune) sont estimés à la somme de 2 milliards 569 millions FCFA. Soit un coût total de 4 milliards 942 millions FCFA », poursuit le communiqué, précisant que le soutien de Gavi prendra fin en 2017.

En effet, pour la sécurisation du financement de la vaccination, une ligne budgétaire destinée à l'achat des vaccins avait été créée en 2016 et dotée d'une allocation de 2,5 milliards FCFA. En dépit des mandats émis sur la totalité de la somme prévue, cette ligne n'a été décaissée qu'à hauteur de 621 millions FCFA, soit un taux de décaissement de 25%. « En 2017, la ligne a été reconduite, mais avec un niveau d'allocation faible à hauteur de 300 millions FCFA. Par rapport au montant prévu pour l'achat des vaccins, il se dégage un gap de 4 milliards 642 millions FCFA », conclut le document.

Parfait Wilfried Douniama

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Le Cergec manque de moyens pour sa politique

Manque de personnel qualifié, de financements adéquats et d'équipements modernes, vétusté du matériel, telles sont, entre autres, les difficultés auxquelles est confronté le Centre de recherche géographique et de production cartographique (Cergec) qui fête ses 31 ans d'existence, ce 22 février

Créé le 22 février 1986, le Cergec, basé dans le 2^e arrondissement de Brazzaville, Bacongo, est en train de tomber en ruine. Cette structure rattachée au ministère de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique est devenue l'ombre d'elle-même. A la veille du 31^e anniversaire, dédié aux anciens ayant fait valoir leurs droits à la retraite, le directeur du Cergec, Evariste Nombo, a ouvert les portes de cet établissement à la presse. « *Il y a des difficultés. Nous lançons un SOS aux autorités pour qu'elles regardent ce qui se passe ici parce que toutes les administrations sont concernées. Nous avons toujours produit des cartes et nous allons continuer à les produire, même si nous avons changé la façon de travailler puisqu'aujourd'hui nous avons d'autres instruments avec toutes ces nouvelles technologies. Mais, je crois que nous allons pouvoir nous adapter* », a lancé le directeur de Cergec.

Remplir ses missions

Sur place, l'établissement situé sur l'avenue de l'OUA, à proximité du marché Total, n'existe plus que de nom. Pour s'en rendre compte, il suffit de visiter les services techniques abritant les laboratoires de géodésie et de nivellement ; de télédétection et de photogrammétrie ; de rédaction cartographique et de géographie physique, humaine et économique. Selon ses missions statutaires, le Cergec doit



Photo de famille avec les agents du CERGEC ; crédit photo Adiac

être un centre d'excellence métier et de production dans le domaine de l'information géographique. Il doit aussi être un centre de référence de l'information géographique au Congo et de compétence de l'information géographique pour la défense, la sécurité, l'aménagement du territoire et pour le développement du Congo. Pour ce faire, il a pour mission de garantir la prise en compte du besoin et des priorités des utilisateurs et dynamiser le développement et la mise en œuvre de ses compétences.

« *Nous avons besoin d'ingénieurs spécialistes pour traiter ces problèmes, pour l'instant nous n'avons pas grand monde, même les diplômés, on en trouve rarement parce qu'il n'y a pas au Congo une école de topographie. On doit être ingénieur topographe, géomètre, cartographe, photogrammètre parce qu'il faudra traiter des images. Compte tenu de ces nouvelles technologies, on a besoin de spécialistes qui correspondent au travail que nous devons faire* », a expliqué

Evariste Nombo, précisant qu'il faudrait des gens capables de produire ces documents avec les nouvelles technologies.

former un médecin ou un pharmacien dans une faculté, c'est de la même manière aussi qu'on forme un topographe, un cartographe. Il y a des fondamentaux, nous avons des images satellitaires mais vous ne pouvez les interpréter sans la connaissance des fondamentaux. Il faut beaucoup de volonté politique, sinon le reste va être un slogan », a-t-il témoigné.

Des perspectives

Pour sortir le Cergec de cette ornière, la nouvelle équipe dirigeante s'est fixée un certain nombre de priorités et de perspectives. La première consiste en la restructuration ; au recalibrage et au rééquipement de l'établissement. Il y a aussi la formation des jeunes congolais pouvant travailler et continuer de faire le travail qui a été fait par des jeunes Français. C'est ainsi qu'il est projeté la création d'un centre de formation des topographes, géomètres et des photogrammètres. Le but étant de produire des cartes mais aussi des utilisateurs de carte.

Historique Cergec

1945-1975 : annexe de l'Institut géographique de Paris (service géographique de l'Afrique équatoriale française (AEF) et du Cameroun). But : réaliser la cartographie des colonies. 1976-1985 : Institut géographique du Congo (IGC). 1986-2017 : Dans l'optique d'associer à la production cartographique la recherche géographique, l'IGC sera muté par loi n°002/86 du 22/02/ 1986 en Cergec.

Parfait Wilfried Douniama

Témoignage

Ancien agent ayant assisté à la mutation de l'Institut géographique du Congo (IGC) au Cergec, l'ingénieur topographe Jackson Boueya a pour vœu de voir cette structure être rattachée à un ministère d'équipement et non à la recherche qui nécessite la connaissance des fondamentaux. Formé dans des écoles spécialisées en Europe, cet ancien agent, qui a servi pendant 35 ans, pense qu'au niveau national il n'y a que des formations théoriques car on n'y forme que des généralistes. « *De la même manière qu'on peut*

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES
PEINTURES

CÉRAMIQUES
MUSIQUE

L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition

à la Modernité

situé 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
Immeuble les manguiers - Milla
dans l'enceinte des Dépêche de Brazzaville

MOUVEMENT SCOUT

Un échange d'expériences sur l'animation spirituelle des groupes

La vice-présidente de l'association des scouts et guides du Congo, Emilienne Raoul, a ouvert le 21 février, le séminaire interreligieux sur le scoutisme au centre spirituel Vouéla à Brazzaville.

La rencontre regroupe du 21 au 23 février, les aumôniers et les cadres scouts et guides du Congo d'obédience catholique ; protestante ; kim-banguiste ; éclaireurs et bien d'autres.

L'objectif est d'instaurer le dialogue interreligieux dans le scoutisme au Congo. Autres objectifs spécifiques : permettre un échange d'expériences sur l'animation spirituelle des différentes associations scouts ; spécifier le rôle des aumôniers scouts et guides ainsi que de produire une charte spirituelle du scoutisme au Congo.

Les enseignements sont donnés par l'aumônier général de la conférence internationale Catholique du scoutisme, le révérend père Jacques Gagey. Selon lui, le débat porte sur la vie multi confessionnelle du mouvement du scout. Interrogé sur le mouvement scout, l'aumônier général a indiqué que le rôle du scout est d'apprendre aux enfants à vivre dans le monde et à participer à la vie de la famille. Il a en outre indiqué que l'unification de ce mouvement n'approuve pas l'assentiment de tous les aumôniers scouts et guides. Selon lui, ces derniers doivent garder chacun sa force religieuse. « Le scoutisme est un mouvement d'inspiration chrétienne, d'approfondissement catholique et de dimension mondiale et d'approbation multi religieuse où l'on apprend à vivre en famille diversifiée », a-t-il expliqué.

La vice-présidente de l'association des scouts et guides du Congo, Emilienne Raoul a, pour sa part expliqué dans son mot d'ouverture que le scoutisme au Congo fait partie de la grande famille scout mondiale. « Ce mouvement a 40 millions de scouts et 10 millions de guides scoutistes féminins. Nous sommes donc nombreux à participer au relèvement de l'éducation des enfants et jeunes dans les différents pays et particulièrement au Congo », a-t-il déclaré, ajoutant que « le scoutisme nous prépare à être responsable car c'est un mouvement d'éducation ».

Lydie Gisèle Oko

SANTÉ PUBLIQUE

Zhengwei technique Congo fait un don au ministère



La ministre de la Santé réceptionnant un échantillon de don des mains des responsables de la société Zhengwei ; crédit photo Adiac

Reconnue dans le domaine de la construction, la société chinoise Zhengwei technique Congo a offert le 21 février un don de matériel non médical au ministère de la Santé et de la population.

Composé de matelas, alaises, draps, couvertures de lit, oreillers ordinaires, serviettes d'oreilles, eau de Cologne et pots en plastique, ce don, à en croire la ministre Jacqueline Lydia Mikolo qui l'a réceptionné, est destiné aux structures sanitaires de l'intérieur du pays.

« C'est un geste à encourager, la société Zhengwei technique est un grand partenaire du Congo. Par ce geste elle vient de confirmer ses soucis dans les questions de santé. Ce don sera destiné aux centres de santé intégrés (CSI) des localités les plus éloignées et sinistrées, nous espérons qu'il doit être acheminé très vite vers les localités concernées », a indiqué la ministre de la Santé et de la population. En effet, Jacqueline Lydia Mikolo a souhaité que ce don ne puisse pas être le dernier, car il va soulager tant soit peu les CSI les plus reculés ainsi que d'autres structures sanitaires qui sont dans le besoin.

Parfait Wilfried Douniama

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La famine au Soudan du Sud provoquée par l'homme, estime l'ONU

La sécurité alimentaire de l'Afrique australe est aussi menacée par la sécheresse et l'invasion d'une chenille vorace sur les champs de maïs.

Les agences des Nations unies (l'Unicef, la FAO et le PAM) lancent depuis Rome la sonnette d'alarme, alors que le Sud-Soudan vient de déclarer l'état de famine. Mais cette prise de conscience tardive du gouvernement passe à côté de ses propres responsabilités. Car la sécheresse sévit en Afrique australe. Aucune goutte de pluie n'est tombée dans une partie du Kenya, de Somalie, d'Éthiopie depuis trois ans. Mais au Sud-Soudan les caprices du climat ont trouvé une situation déjà rendue critique par la guerre que se livrent armées et milices pro ou anti-pouvoir depuis plus de trois ans. Le tout sur fond d'antagonismes ethniques entre les Nuer, ethnie du vice-président limogé Riek Machar, et les Dinka, communauté d'appartenance du président Salva Kiir. L'ONU parle de quelque 100.000 personnes en danger de mort et même de risque de génocide. Il faut une aide d'urgence à des populations qui ne sont pas en sécurité dans les camps de déplacés que tentent de gérer le PAM et d'autres agences d'aide. Il s'agit de plus de 3 millions de déplacés qui y sont à risque malgré le déploiement sur le terrain de quelque 12.000 Casques bleus.

Après avoir pratiqué une stratégie de déni, le gouvernement de Juba vient de déclarer l'état de famine au Sud-soudan. L'Unicef, la FAO

et le PAM estiment tardif ce réveil. Car, déclarent-elles, « lorsqu'on déclare officiellement l'état de famine, cela veut dire que les gens ont déjà commencé à mourir de faim. Cette situation alimentaire est la pire depuis le début des combats, il y a plus de trois ans ». « Les effets à long terme du conflit, couplés aux prix élevés de la nourriture, à la crise économique, à une production agricole réduite et à un accès réduit aux moyens de subsistance » ont pour conséquence que 4,9 millions de Sud-soudanais (sur un total de 11 millions d'habitants) sont désormais en situation précaire grave, affirment les experts. « Le problème a été causé par l'homme », a déploré Eugene Owusu, coordinateur des affaires humanitaires de l'ONU pour le Soudan du Sud, regrettant par ailleurs que le travail des agences humanitaires soit compliqué par le conflit (réserves pillées, travailleurs humanitaires attaqués, etc.). M. Owusu a appelé « le gouvernement, les belligérants et tous les acteurs à soutenir les humanitaires et leur fournir l'accès nécessaire pour qu'ils puissent continuer à fournir les services vitaux à la survie de ceux qui sont dans le besoin ». Un autre expert, Serge Tissot, représentant de la FAO au Soudan du

Sud, fait noter que « la population est constituée principalement de fermiers et la guerre a perturbé l'agriculture. Les gens ont perdu leur bétail, même leurs outils agricoles. Depuis des mois, les gens dépendent entièrement des plantes et des poissons qu'ils peuvent trouver ». La situation est donc critique au Soudan du Sud où les agences humanitaires appellent à l'aide pour sauver d'une mort certaine les Sud-Soudanais.

Mais l'Afrique australe est guettée par une menace qui pourrait, à terme, fragiliser davantage sa sécurité alimentaire à grande échelle. Il s'agit de l'invasion de chenilles légionnaires qui détruisent déjà les plantations de céréales de plusieurs pays d'Afrique australe et qui pourraient rapidement se propager dans toute la région, menaçant aussi bien la sécurité alimentaire que le commerce.

Les agriculteurs d'Afrique du Sud, de Zambie, du Zimbabwe, d'Afrique du Sud mais aussi du Ghana sont déjà victimes des ravages de cette larve. La chenille légionnaire d'automne s'attaque au maïs, blé, millet ou riz, qui constituent des aliments de base dans une région déjà affectée par la sécheresse. La Zambie et le Zimbabwe ont distribué des pesticides dans des provinces affectées. Mais les premiers spécimens de cette larve ont été repérés l'an dernier au Nigeria et au Togo.

Lucien Mpama

SOUDAN DU SUD

Salva Kiir lève toute restriction aux humanitaires pour enrayer la famine

Au lendemain d'une déclaration du gouvernement, le président sud-soudanais a promis qu'un « accès sans restriction » serait accordé aux humanitaires, dont les efforts ont été entravés depuis plus de trois ans par la guerre, pour venir en aide aux populations touchées par la famine.

Le gouvernement, qui a déclaré lundi l'état de famine dans plusieurs zones du pays, « s'assurera que toutes les organisations humanitaires et d'aide au développement bénéficient d'un accès sans restriction aux populations dans le besoin à travers tout le pays », a assuré le président Kiir devant le Parlement.

Trois organisations de l'ONU (Unicef, FAO et PAM) avaient indiqué que 4,9 millions de Sud-soudanais, soit 42% de la population totale du pays, avaient besoin d'une aide alimentaire d'urgence. 100.000 d'entre eux, dans la région d'Unité, dans le nord du pays, souffrent de famine, le niveau le plus élevé d'insécurité alimentaire. Environ 1 million d'habitants

risquent, par ailleurs, la famine dans les prochains mois, selon la même source. Les organisations humanitaires ont déploré une famine « causée par l'homme », en raison de la guerre civile qui a obligé nombre de Sud-soudanais à fuir leurs habitations, limité la production agricole, provoqué une hausse des prix des denrées et bloqué l'accès aux régions les plus isolées.

Une responsable humanitaire de l'ONU travaillant au Soudan du Sud a accueilli avec satisfaction les propos du président, tout en observant que semblable engagement avait déjà été exprimé par le passé et qu'il était plus important que l'accès soit garanti sur le terrain. « Même si la promesse de Salva Kiir pourrait favoriser les desseins des ONG,

celles-ci doivent souvent en passer par de délicates négociations avec une multitude d'acteurs sur le terrain », a-t-elle relevé, sous couvert de l'anonymat.

Certaines régions ne sont accessibles que sous forme de largages depuis des avions ce qui, selon la responsable onusienne, coûte jusqu'à sept fois plus cher qu'un convoi par la route ou par voie fluviale. « Il y a toute sorte d'obstacles », a-t-elle noté, en ajoutant que les organisations humanitaires devaient aussi s'assurer que la nourriture, une fois distribuée, n'était pas ensuite détournée par des groupes armés.

L'Union européenne a annoncé mardi qu'elle débloquait une aide d'urgence de 82 millions d'euros pour les besoins les plus urgents au Soudan du Sud et pour aider les pays voisins à faire face à l'afflux de réfugiés.

Josiane Mambou Loukoula

Libre circulation en zone Cémac

Le Gabon et la Guinée désormais favorables à la libre circulation des personnes et des marchandises dans la sous-région.

Lors du dernier sommet ordinaire de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) à Djibloho (Guinée équatoriale), le Gabon et la Guinée équatoriale se sont engagés à appliquer -sans exclusive- la libre circulation des personnes et des biens dans

l'espace commun, à toute personne physique possédant une carte nationale d'identité et/ou un passeport biométrique. Une mission de la commission Cémac s'assurera de la matérialisation de la décision, indique un communiqué. La libre circulation des personnes et des marchandises en zone Cémac devrait être effective le 1er janvier 2014, pour éviter de faire figure de « mauvais élève », en Afrique.

GABON

Les éléphants d'un important sanctuaire décimés par le braconnage

Une étude parue dans la revue *Current Biology* révèle que les populations d'éléphants de forêt de l'une des plus importantes réserves d'Afrique centrale, au Gabon, ont chuté de près de 80% en une décennie à cause du braconnage.

« Notre étude suggère que plus de 25.000 éléphants dans le parc national gabonais de Minkébé pourraient avoir été abattus pour leur ivoire entre 2004 et 2014 », souligne John Poulsen, professeur d'écologie tropicale à l'Université Duke (Caroline du Nord) et principal auteur de cette étude. Si une partie de ce braconnage est le fait de Gabonais, la majorité des braconniers vient d'autres pays, principalement du Cameroun voisin. « Avec moins de 100.000 éléphants de forêt dans toute l'Afrique centrale, cette sous-espèce est menacée d'extinction si les gouvernements et les agences de protection n'agissent pas rapidement », prévient John Poulsen.

Les chercheurs ont comparé les données provenant de deux grandes recherches effectuées à partir du nombre de bouses et de leur répartition dans le parc de 2004 à 2014, pour estimer l'ampleur des pertes de population d'éléphants dans la réserve sus évoquée. Ils ont notamment



Le nombre des éléphants dans le sud du parc, qui se trouve à 58 kilomètres du plus proche grand axe routier gabonais, a été un peu réduit (DR).

utilisé deux méthodes différentes d'analyse. Ce qui leur a permis d'identifier deux fronts de braconnage.

L'un des chercheurs a indiqué que le nombre des éléphants dans le sud du parc, qui se trouve à 58 kilomètres du plus proche grand axe routier gabonais, a été un peu réduit. Mais dans le centre et les parties nord du parc qui, à un endroit, est à seulement six kilomètres d'une route nationale camerounaise, « les populations d'éléphants ont été décimées », a-t-il poursuivi.

La proximité de cet axe routier fait qu'il est relativement facile pour les braconniers camerounais d'accéder au parc et de transporter leur butin illégal jusqu'à Douala, la plus grande ville du pays, un centre majeur de trafic international d'ivoire.

Depuis 2011, les autorités gabonaises ont

pris des mesures plus drastiques pour combattre le braconnage à Minkébé, relève le professeur Poulsen. Elles ont ainsi mis les éléphants sous un statut de « protection complète », créé une force de police nationale du parc et doublé le budget de l'agence chargée de gérer le parc. « Le temps presse et pour sauver les éléphants de forêt il faut créer de nouvelles zones multinationales de protection et coordonner les efforts internationaux de police pour poursuivre les braconniers commettant des délits criminels contre la faune sauvage dans d'autres pays », recommande-t-il.

Le Gabon, il faut le signaler, avait déjà brûlé de l'ivoire saisi. Mais cette étude montre que ces efforts ont eu peu d'effet.

Nestor N'Gampoula

DRÉPANOCYTOSE

Un test promet d'améliorer le dépistage de la maladie

Les premiers « résultats préliminaires encourageants » d'une étude sur cette maladie génétique négligée ont été présentés mardi au 3^e congrès mondial sur la drépanocytose organisé en Inde, pays où la maladie est aussi présente.

Les auteurs de cette analyse estiment que ce test de dépistage rapide « pourrait révolutionner le diagnostic de la drépanocytose », une maladie du sang héréditaire fréquente en Afrique. Commentant les résultats de cette étude indépendante menée au Togo, au Mali et en République démocratique du Congo, la directrice générale de la Fondation Pierre Fabre a affirmé : « Nous avons repéré (...) un test de diagnostic rapide qui est en train d'être mis au point aux Etats-Unis, le Sickle Scan du laboratoire BioMedomics ». « Pour ce faire, nous avons décidé de financer une étude pour valider son efficacité et sa fiabilité dans les conditions de température et de manipulation rencontrées dans le sud du pays », a-t-elle ajouté au cours d'une conférence de presse.

La drépanocytose est la maladie la plus génétique dans le monde. Elle affecte l'hémoglobine des globules rouges et se manifeste entre autres par une anémie, des crises douloureuses et un risque accru d'infections.

Le continent africain est le plus touché par la maladie puisque 5% à 40% de la population est porteuse du gène muté (en majorité des porteurs sains, qui ne développeront pas la maladie). La drépanocytose se répand également dans la diaspora africaine sur le continent américain et en Europe.

Faute de traitement adéquat, la moitié des enfants meurent avant l'âge de 5 ans, mais une prise en charge appropriée (antibiotiques, antalgiques, médicaments anti-urée...) permet aujourd'hui d'atteindre l'âge adulte.

Signalons que la Fondation Pierre-Fabre, actionnaire majoritaire des laboratoires du même nom, soutient en particulier la formation des pharmaciens dans les pays du Sud, la lutte contre la drépanocytose et le développement de la dermatologie en milieu tropical.

N.N'G.

OFFRE D'EMPLOI

Le cabinet dentaire SEMINET sis au 2^e étage de l'Immeuble CNSS, recherche une (1) secrétaire médicale bilingue (Français-Anglais) jeune diplômée même sans expérience professionnelle. La candidate retenue suivra une formation de secrétaire médicale au sein du cabinet. Adressez votre lettre de motivation et CV détaillé muni d'une photo au cabinet dentaire SEMINET ou par mail : secretariat-bzv@cdseminet.com. Pour plus de précision appeler au 06 683 15 14105 551 42 96.

Le cabinet dentaire SEMINET sis au 2^e étage de l'immeuble CNSS, recherche une (1) infirmière jeune diplômée même sans expérience professionnelle. La candidate retenue suivra une formation d'assistante dentaire au sein du cabinet. Adressez votre lettre de motivation et CV détaillé muni d'une photo au cabinet dentaire SEMINET ou par mail : secretariat-bzv@cdseminet.com. Pour plus de précision appeler au 06 683 15 14105 551 42 96.

CHANGEMENT DE NOM

Je m'appelle Pembe Albertine. Je désire désormais être appelé Lisse mi Albertine. Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire une opposition dans un délai de trois (3) mois.



Academic City College

Learn • Dream • Lead



Démarrage des Inscriptions 2017

Licence en Sciences

- Informatique
- Informatique industrielle

Licence Administration des Affaires

- Comptabilité
- Banque-finance
- Marketing
- Gestion des Ressources Humaines



● Prospectus et Frais du Formulaire de Demande: 50 USD
● Logement disponible

Bourse d'excellence jusqu'à 50%

Procédures d'inscription
Les candidats peuvent se procurer le formulaire de demande d'inscription auprès du service de scolarité de Academic City College
Ou
Télécharger le formulaire de demande d'inscription sur le site www.acoghana.com. À remplir et expédier par courrier électronique accompagné des pièces requises à l'adresse : info@acoghana.com
Ou
S'inscrire en ligne sur notre site : <https://acoghana.com/online>

Autres Diplômes recevables

- Le Baccalauréat
- GCSE/GCE – 'A' Levels
- American High School Diploma / IB Diploma (Diplôme Américain de fin d'Etudes Secondaires)

Diplôme universitaire / BTS / Diplômes professionnels / Diplôme d'Etudes Supérieures en Gestion Commerciale

Les candidats titulaires des diplômes susmentionnés peuvent postuler pour la 2^{ème} ou 3^{ème} année conformément aux directives du NAB / NCTE. Ils sont appelés à prendre connaissance des directives relatives aux conditions d'admissibilité par rapport au programme concerné.

Pour plus de renseignements, n'hésitez pas de nous contacter : Abena Ateaa Towers, Ring Road Central, Accra, Tél : +233 302 253630 /31

 info@acoghana.com
 www.acoghana.com

 University of Cape Coast

 University of Mines and Technology (UMaT) Tarkwa

 [acoghana](https://www.facebook.com/acoghana)
 [acoghana](https://twitter.com/acoghana)
 [+233 554264486](https://wa.me/233554264486)

VIVRE ENSEMBLE

Rencontre préparatoire aux accords de Paris

Face à une communauté de Congolais de l'étranger balkanisée, Ludovic Kokolo, président de l'Organisation des jeunes congolais de France, propose la mise en place d'un consensus omnium des Congolais de France et d'Europe.

L'ensemble des personnes d'origine congolaise vivant hors du Congo qui, indépendamment de leur appartenance politique et de leur département, ont la volonté de contribuer à la mise en place du « vivre ensemble », de concevoir un nouveau « contrat social » en vue de contribuer, de manière multiforme au « développement économique » de leur pays d'origine. A ce jour, cet ensemble est divisé. « Cette division facilite la dérive d'une frange de nos compatriotes », constate Ludovic Kokolo. Ainsi s'est tenue, le dimanche 19 février à Pantin, en France, la première édition de la Rencontre préparatoire aux accords de Paris, une initiative de l'Organisation des jeunes congolais de France. Celle-ci annonce le début de la construction d'un consensus omnium, « c'est-à-dire universel des Congolais de France et d'Europe dans une démarche sans précédent qui transcende les clivages politiques de notre société », indique le président de l'Organisation, justifiant le besoin d'une refondation républicaine après la balkanisation des Congolais pour leur représentation auprès des instances

relevant du ministère des Affaires étrangères.

Et pourtant, au vu du nombre de participants, il existe bien des difficultés en lien avec la mobilisation de cette diaspora porteuse en elle, l'idée d'unité au-delà des clivages, justifiaient les organisateurs. Il n'empêche que le consensus omnium se veut être un « Accord transpartisan » « faisant appel aux forces de l'esprit », « il convient d'œuvrer pour une révolution des consciences en exorcisant nos contradictions et nos échecs ! », peut-on lire dans le communiqué de presse.

« Toutes les Congolaises et tous les Congolais sans exception doivent travailler ensemble, créer un espace d'échanges qui prône l'égalité, l'équité, la participation, le partage et la République », poursuit le communiqué de presse. Et de préciser que « la création d'un espace convivial ouvert à tous les Congolais sans considération d'origine, d'ethnie, de région, de religion, d'opinions, de classe sociale ou autres » répond au prisme de la mutation historique, au Congo et dans le monde, en harmonie avec



Photo de groupe des participants à la première Rencontre préparatoire aux accords de Paris Crédit photo : Roch le Prince Okouélé

les enjeux actuels et à venir.

A cette vision sélective de la diaspora, les initiateurs du consensus appellent les Congolais de France et d'Europe à se mobiliser. « Nos compatriotes doivent adopter un postulat comme une impérative nécessité de construction nationale ; concevoir un système de développement ; encourager la créativité, l'innovation, l'entrepreneuriat ou encore, mobiliser la jeunesse à partir d'un plan de cohésion sociale focalisé sur les contrats professionnels d'insertion, d'apprentissage, de spécialisation et d'embauche ».

Tous unanimes à la fin de la séance de travail, bien que dans l'attente de la rédaction de la Charte et du

texte sur l'apport philosophique au contenu à donner à la Concorde de Paris, les participants, représentants des partis et société civile, ont exhorté leurs compatriotes à les rejoindre.

« Nous disposons désormais d'un espace convivial et fraternel avec cette singularité d'accueillir, à tout moment, nos compatriotes ayant pour seul leitmotiv : la recherche de l'unité nationale », « rassembler autour des mêmes valeurs d'humanisme : « Kimoto » « Kimuntu » ou « Tchimutu », précisent Léa Moukoko et Corine Marteau, membres du bureau de l'Organisation des jeunes congolais de France.

Une posture qui donne à « être

sur les traces de nos ancêtres qui, eux, se sont toujours côtoyés, ont dialogué, échangé en pensant au « Mbongui » dans un imaginaire fraternel et d'unité. Un point définitionnel, voire conceptuel, qui donne une légitimité provisoire à appeler les Congolaises et Congolais de France et d'Europe à « s'unir comme un bouclier, une priorité, un engagement pour éviter les dérives et défendre nos valeurs communes ».

« Le tout par le dialogue, dimension séculaire, en faisant corps avec notre pensée », ont lancé les initiateurs à leurs compatriotes en les invitant à prendre en main leur destin.

Marie Alfred Ngoma

BRÈVES

FAMINE

Près de 1,4 million d'enfants risquent de mourir de la famine cette année au Nigéria, en Somalie, au Soudan du sud et au Yémen, selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). Au Yémen, où une guerre civile fait rage depuis près de deux ans, 462.000 enfants souffrent de malnutrition sévère et ils sont 450.000 dans le nord-est du Nigeria, où sévit le groupe islamiste Boko Haram. La sécheresse en Somalie a laissé 185.000 enfants au bord de la famine et ils seront quelque 270.000 d'ici quelques mois. Au Soudan du sud, plus de 270.000 enfants souffrent de malnutrition et la famine. Le désastre va aller en empirant, les agences d'aide étant dans l'impossibilité d'atteindre les victimes, souligne l'Unicef.

ANGOLA

Le nouveau chef de file du parti au pouvoir depuis quarante-deux ans en Angola, le ministre de la Défense Joao Lourenço, a donné le coup d'envoi de sa campagne pour les élections générales d'août en promettant de mettre un terme à la corruption. Joao Lourenço a été désigné au début du mois par le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) pour succéder à l'actuel président José Eduardo dos Santos, qui a annoncé sa retraite après trente-sept ans d'un règne sans partage. Le principal parti d'opposition Unita a dénoncé le discours, qualifié de façade, du candidat du parti au pouvoir. L'Angola est classé 164e sur 176 pays au dernier classement de l'ONG Transparency International sur la corruption.

FIFA

Le président de la Fifa, Gianni Infantino, se déplace à Johannesburg pour discuter avec les 54 présidents de fédérations africaines de football de l'élargissement du Mondial à 48 équipes à partir de 2026, dans lequel l'Afrique espère prendre plus de place. Depuis plusieurs années, les responsables des Fédérations nationales en Afrique plaident pour que le continent obtienne davantage les 5 places qui lui sont assignées. Le Mondial 2026, dont le pays organisateur sera connu en mai 2020, offrira ainsi 80 rencontres (contre 64 dans un format à 32), et se disputera ainsi selon une première phase éliminatoire de 16 groupes de 3, les deux premiers de chaque groupe étant qualifiés pour les 16e de finale.

ÉVÈNEMENT

Un chef d'entreprises Congolo-rwandais crée un concept de soirées d'affaires de la diaspora

Brenda Thandi Mbatha, dans le cadre de Brenda Événementiel, a conçu et proposé aux porteurs de projets d'affaires et aux chefs d'entreprises, toutes nationalités confondues, une soirée de réseautage

La première édition s'est déroulée le 17 février à Drancy, près de Paris, en France, dans la salle des Princes au 12, rue de Stalingrad. La mise en place du concept « soirée d'affaires Tribune VIP » a permis d'étendre le réseau et de stimuler les membres de la diaspora désireux de saisir de nouvelles opportunités d'affaires en vue de se lancer dans l'entrepreneuriat.

A cette occasion, Patrick Dion, docteur en économie, maître de cérémonie pour la circonstance, a présenté la vision entrepreneuriale de Brenda Thandi Mbatha. Celle-ci préconise, outre l'audace, de cultiver en chacun de nous l'esprit business, l'alliance des

deux constituant un gage de réussite. De père Sud Africain, de mère Rwandaise, elle est arrivée au Congo à l'âge de 12 ans.

« Un parcours qui s'est poursuivi en France et en Belgique avec la réussite que l'on connaît : commerçante import-export, chef d'agence immobilier et désormais, en sus de sa carte de visite, chef d'entreprise Brenda Événementiel », a égrené succinctement le maître de cérémonie.

Un moment convivial où se sont succédé à la tribune VIP des personnalités de toutes nationalités confondues du monde des affaires venues expliquer leurs expertises, leur savoir-faire et échanger les coordonnées. Parmi celles-ci, nous pouvons citer les avocats Constance Ame Degnat et Guy Paul Kiele du Barreau de Paris, Madeleine Kabange, pasteur, Arnaud Mfourga, chef d'entreprise de transit ou Dimitri Mfoumou Titi, créateur de

services de proximité « To Bonguissa ». « To Bonguissa » a conquis les invités qui, pour la plupart, pensent aux membres de leurs familles à l'étranger et ne savent pas comment procéder pour les aider d'une manière efficace. Dimitri Mfoumou Titi a expliqué qu'il était possible de livrer en temps réel des services tels que : des paniers alimentaires, des soins médicaux ou des fournitures scolaires. « Nous répondons aux urgences concrètes rassurant l'expéditeur sur l'utilisation finale des fonds », a expliqué le concepteur des services de proximité innovants.

Au terme de la soirée achevée au petit matin, la première édition a été saluée par les participants : « vivement le 27 mai prochain pour la deuxième édition », pouvait-on entendre, une date confirmée après l'obtention d'une grande salle parisienne prête à accueillir plus d'une centaine de personnes.

En marge de la soirée, Brenda Thandi Mbatha a confié à la presse, sa ferme volonté d'aider les porteurs de projets et les chefs d'entreprises de la diaspora. « J'ai dû vendre une partie de mes affaires pour mettre des fonds susceptibles d'accompagner celles et ceux qui veulent entreprendre en organisant des soirées événementielles ».



Photo de groupe lors de la 1ère édition des Événementielles Brenda à Paris Crédit photo : Hady photo

M.A.Ng.

LANGUE ESPAGNOLE

L'ambassade du Venezuela au Congo relance les cours d'enseignement gratuit

Environ plus de 450 apprenants se sont inscrits aux cours d'enseignement gratuit de la langue espagnole, dont la reprise a eu lieu, le 20 février au lycée Joseph Chaminade de Brazzaville. La cérémonie a été patronnée par l'ambassadeur de la République bolivarienne du Venezuela en République du Congo, Mme Norma Borges.

Ce projet, démarré il y a trois ans, notamment le 19 novembre 2013, a déjà reçu jusqu'à ce jour près de 1.850 jeunes congolais. Le 04 avril 2016, 450 jeunes s'étaient inscrits et repartis en 8 groupes. Ces cours ont été interrompus durant quelques mois. Ce sont donc ces 450 jeunes qui vont poursuivre le niveau I, II et III. L'objectif général de l'apprentissage de cette langue est de doter les apprenants d'une bonne compétence communicative en espagnol ; de leur permettre d'être en relation d'une manière effective avec leurs entourages sociaux et professionnels plus immédiats. La vision des organisateurs de ces cours est d'améliorer les habilités communicatives et de compréhension de la langue espagnole à moyen et long termes, pour garantir aux apprenants la possibilité de s'intégrer avec un niveau avancé dans le monde professionnel. Relançant les cours d'apprentissage de la langue espagnole, l'ambassadeur de la République bolivarienne du Venezuela, Norma Borges, a tenu à remercier le ministère de l'Enseignement primaire, secon-

daire et de l'alphabétisation et particulièrement, le directeur de la coopération, pour les

Avant d'ajouter qu'ils sont très contents du bon traitement qu'ils reçoivent au Congo, un



Photo de famille avec les apprenants (DR)

démarches faites en vue de la reprise de l'enseignement des cours d'espagnol, qui rentrent dans le cadre de l'atelier de formation interculturel commandant éternel Hugo Chavez Frias.

Norma Borges a réitéré au nom du gouvernement et de tout le peuple du Venezuela, que de tels actes constituent une source de fierté et de joie.

pays plein des gens sympathiques, solidaires, honnêtes et bienveillants, devant lesquels ils ont l'engagement inéluctable de croître chaque jour ce sentiment d'affection et d'amitié. « Nous sommes fiers que ce grand effort collectif nous donne un fruit palpable. Nous espérons que ce fruit vous aide à le partager avec vos pairs. C'est pourquoi, je

veux vous réitérer avec une grande conviction et certitude que vous avez la noble mission de devenir des multiplicateurs de connaissances. Vous avez la noble mission de transmettre à tous les coins et

créatifs ; le niveau 2 ou niveau intermédiaire, est celui au cours duquel l'apprenant examinera en profondeur le code écrit comme la grammaire par exemple ; et enfin le niveau 3 ou niveau avancé permet à l'apprenant d'être capable d'étudier la langue avec fluidité et efficacité.

Quant aux thèmes, six ont été retenus au programme. Il s'agit du thème 1, relatif à l'enseignement de l'alphabet et phonétique, présentation, salutation, nationalité ; thème 2 pour les objets de la maison, la famille, les relations sociales, les professions, les animaux ; thème 3 sur le temps, les jours de la semaine, les mois de l'année, les saisons de l'année, les saisons atmosphériques, l'espace, les distances, les systèmes de mesure, l'orientation, le corps humain ; thème 4 portant sur les articles définis et indéfinis, les adjectifs, les pronoms, les adverbes, les propositions ; thème 5 concernant la nourriture, la cuisine et ses composantes, le sport, les moyens de transport ; et enfin le thème 6 abordera les fêtes d'anniversaire, la nature et l'environnement, la solidarité, les droits humains, les termes tabous, le passé et le futur, les jeux juvéniles, les colloques.

Bruno Okokana

recoins du Congo ce que vous avez appris », a-t-elle conclu.

Les niveaux d'enseignement et les thèmes contenus dans le programme

L'enseignement des cours d'espagnol est basé sur trois niveaux. Le niveau 1 ou niveau de base est caractérisé par l'interaction entre les apprenants qui doivent être actifs et

VISION 4

- Reportage
- Documentaire
- Breaking-News
- Votre Actualité

24H/24

Canal 304
DU BOUQUET CANAL +

Situé à l'immeuble EBATHA Rond-point La Coupole (Centre Ville)
CONTACTS: +242 22 613 40 55 - 05 631 38 49

Le conseil départemental et municipal de Pointe-Noire entame sa 7^e session ordinaire

Cette session ordinaire dite budgétaire a été ouverte le 17 février par Roland Bouiti Viaudo, député maire, président dudit conseil. L'ordre du jour des travaux qui vont se poursuivre jusqu'au 24 février est constitué de 8 points qui ont été présentés par son 2^e secrétaire Jean Jacques Moi-Bayonne.

Pendant 8 jours, les élus locaux vont plancher sur les points portant, entre autres sur : l'examen et l'adoption du rapport d'activités de l'inter session du bureau exécutif du conseil période du 24 septembre au 26 janvier 2017, l'examen et adoption du rapport de la commission équipement et travaux urbains sur le programme d'investissement exercice 2017 et du rapport de la commission économie et finances sur le projet du budget primitif exercice 2017 du conseil départemental et municipal, et la délibération s'y rapportant. Le point sur les divers concerne la présentation de la conseillère Kaba-Vélé née Mpan Suzanne qui remplace le conseiller Paka Roger décédé et l'information sur la réouverture du rond-point Raphaël Antonetti.

Dans son mot, le président du conseil a rappelé le contexte économique national dans lequel s'ouvre la 7^e session ordinaire, un contexte marqué par une crise aigüe occasionnée par la chute du prix du baril du pétrole source essentielle de développement du pays. Roland Bouiti Viaudo a rappelé les propos du président de la République qui, dans son message de vœux à la nation, soulignait que : « La situation de notre pays sera plus rude assurément plus rude en 2017 qu'elle ne l'a été en 2016 et 2017 sera de ce fait l'année de la vérité et de la rigueur. De ce fait, le président du conseil a invité l'assemblée locale à la prudence, l'ajustement des dépenses de leur collectivité à sa capacité réelle à mobiliser les ressources et à la rationalisation des choix budgétaires.

Pour ce qui concerne les projets de large intérêt communautaire notamment: le lancement des études sur le drainage des eaux pluviales sur les rivières communales en relation avec l'Agence française de développement (AFD); la mise en œuvre des contrats Etat-Averda sur la collecte et le traitement des ordures ménagères, puis la création d'un centre technique d'enfouissement des

contrat de désengagement et de désendettement qui a abouti à la mise en place d'un financement sur le drainage des eaux pluviales et l'aménagement des berges des rivières Tchinouka, Mfallo et Songolo».

territoire».

Par ailleurs, évoquant la question de l'insalubrité, Roland Bouiti Viaudo a appelé les populations à faire montre de civisme en rendant son environnement propre et en prenant soin des quartiers pour



déchets; la construction des deux principaux marchés de la commune de Pointe-Noire à savoir le marché central et le marché de Tié-Tié, Roland Bouiti Viaudo a rassuré l'auditoire de la poursuite du dialogue entre le bureau exécutif du conseil et le gouvernement. Il a déclaré en substance: «C'est ici l'occasion d'exprimer la reconnaissance de notre conseil au gouvernement de la République pour les négociations engagées avec l'AFD dans le cadre du

Pour ce qui concerne le projet drainage des eaux pluviales, le président du conseil a invité les populations ayant occupé anarchiquement les emprises de ces rivières de les libérer en vue de la facilitation de la grande opération d'aménagement en perspective. Le maire a exhorté l'assemblée locale : «Ensemble sensibilisons les populations sur l'importance de cette opération d'aménagement et l'impérieuse nécessité de l'inscrire sur notre

permettre à la ville de retrouver son lustre d'antan. «En attendant d'obtenir de l'Etat les moyens conséquents pour assurer à grande échelle la collecte et le traitement des ordures ménagères, commençons au niveau de chaque ménage, de chaque parcelle, à entretenir notre environnement », a-t-il instruit poursuivant «Veillez rassurer la tutelle de la ferme détermination de notre conseil à moderniser Pointe-Noire à la rendre prospère et à accompagner, par ce biais, son Excellence Monsieur le Président de la République dans son projet de gouvernement La marche vers le développement.»

Et, s'appuyant encore sur les propos du président de la République qui déclarait dans son message de vœux : « Les difficultés sont faites pour être surmontées, les obstacles pour être franchis. Devant nous il n'y a rien qui ne puisse être surmonté, rien qui ne puisse être franchi», Roland Bouiti a indiqué que la crise financière est certes là, mais elle n'est que passagère parce qu'elle ne peut résister ni à l'épreuve du temps, ni à leur inébranlable volonté de la vaincre. « A nous d'écrire l'histoire de notre cité en inscrivant sur le territoire les équipements indispensables à la croissance économique et à l'amélioration continue du cadre de vie», a estimé le président du conseil.

Le chemin le plus rapide entre
POINTE-NOIRE et
BRAZZAVILLE a
désormais un nom :



EquaFlight

SÉCURITÉ

EFFICACITÉ

CONFORT

4 VOLS PAR JOUR
À PARTIR DE 34 000 Francs HT



06 945 70 04

www.equafly.com



APPEL À CANDIDATURES

Envoyer les candidatures à : adrpointenoire@hotmail.com

Lieu : Pointe Noire (République du Congo)
Une société privée de droit congolais, opérant dans le secteur industriel recrute un agent pour le développement de ses activités.

01 - Intitulé du poste : ELECTROMECHANICIEN

Il/Elle doit avoir les capacités suivantes :
Veiller et suivre l'accomplissement de la maintenance prévisionnelle, préventive et corrective de tous les systèmes mécaniques et électriques en conformité avec les plans de maintenance de l'opérateur, et des différents fournisseurs.
Assurer le Suivi de l'exécution des inspections de routine du système et équipement électromécaniques.
Assurer le Suivi de la réparation et maintenance journalières des équipements. Assurer le Suivi de la gestion du stock des pièces de rechange par l'opérateur.
Gérer la programmation et élaborer les rapports des maintenances.
Participer à l'élaboration des programmes d'activités.
Assurer le Suivi du programme de formation du personnel de la maintenance et mettre en évidence les indicateurs de performances y relatifs.
Signaler toute anomalie / non-conformité / situations à risque.

Profil requis :

Avoir un Diplôme d'ingénieur électricien ou électrotechnique (formation BAC+5).
Avoir une expérience professionnelle de cinq (05) ans minimum.

Compétences requises:

Posséder les connaissances techniques

nécessaires utiles à l'exercice de son métier.
Maîtriser la langue anglaise.
Posséder les capacités d'analyse, de synthèse, de proposition, d'innovation, d'adaptation aux nouvelles technologies, d'organisation, de recherche, de motivation et de développement.
Posséder les connaissances ITC.

02 - Intitulé du poste : AGENT CHARGE DE L'INSTRUMENTATION

Il/Elle doit avoir les capacités suivantes :
Veiller et suivre l'accomplissement de la maintenance prévisionnelle, préventive et corrective de tout le système d'instrumentation de la Centrale en conformité avec les plans de maintenance de l'opérateur et des différents fournisseurs.
Cogérer les contrats de Maintenance Globale.
Suivi de l'exécution des inspections de routine du système instrumentation et des équipements.
Suivi des réparations, et de la maintenance journalière des systèmes et des instruments.
Suivi de gestion du stock des instruments et pièces de rechange par l'opérateur.
Gérer la programmation et élaborer les rapports de maintenance.
Gérer le fichier du flux des pièces de rechange et en maîtriser les coûts. Gérer le fichier des interventions.
Contribue à assurer l'interface et la gestion des contacts avec les sociétés pour les activités.
Signaler toute anomalie / non-conformité / situations à risque.

Profil requis :

Avoir un Diplôme d'ingénieur électricien ou électrotechnique (formation BAC+5)

Instrumentation.
Avoir BAC +2/3 avec une expérience professionnelle de cinq (05) ans minimum en génie des systèmes industriels. Maîtriser la langue anglaise.

Compétences requises:

Posséder les capacités d'analyse, de synthèse, de proposition, d'innovation, d'adaptation aux nouvelles technologies, d'organisation, de recherche, de motivation et de développement.
Posséder les connaissances en ICT.

03 - Intitulé du poste : COST CONTROL

Il/Elle doit avoir les capacités suivantes :
Maîtrise des coûts du projet et production des rapports précis et rapides, vérification du rendement des coûts par rapport au plan.
Identification des zones de dépassement de budget potentiel nécessitant des mesures correctives. Evaluation des coûts de structure selon les coûts estimatifs existants et maîtrise des coûts documentés.
Exécution des mises à jour de l'allocation suivant les coûts documentés conformément à l'état d'avancement des travaux.
Maîtrise des plans contractuels d'approvisionnement et exécution des mises à jour de ces plans.

Analyse du gain et gestion de tous les rapports des coûts qui sont un support pour le reporting des coûts.

Profil requis :

Etre titulaire d'un BAC +2 ou Licence en Economie (de préférence).
Avoir une expérience d'au moins 5 ans dans le domaine du contrôle des coûts.

Avoir une bonne connaissance en Economie Générale (Economie, Economie Planification et Contrôle, Estimation / budgétisation / analyse / contrôle des coûts).
Avoir la capacité de gestion de projet (Programme et budget, Préparation du rapport de clôture, Contrôle des coûts - Budgétisation).
Bonne connaissance de la langue anglaise.

04 - Intitulé du poste : ADMINISTRATEUR DES CONTRATS

Il/Elle doit avoir les capacités suivantes :
Veiller à la prise en compte impactant les contrats de services tout au long de leur cycle de vie. Faire des propositions des plans de progrès et formuler les plans d'actions.
S'assurer de l'impact de tout changement sur le niveau de service, particulièrement sur les engagements de niveau de service et sur les accords opérationnels (interne et sous-traitance).
Analyser et évaluer les résultats des indicateurs, proposer les plans d'actions et assurer le reporting. Faire le suivi budgétaire du contrat, veiller à ce que le service soit rendu.

Profil requis :

Etre titulaire d'un Master en Droit.
Avoir une expérience d'au moins 5 ans dans l'administration des contrats.

Compétences requises:

Connaissance du Contrat et du service contractualisé. Connaissance en contrôle de gestion.
Connaissance des mécanismes budgétaires.
Bonne connaissance de la langue Anglaise.

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO



LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



NÉCROLOGIE



Laudès Martial Mbon, journaliste correspondant de presse, et la famille Mbon, ont le regret d'annoncer aux parents amis et connaissances, le décès inopiné de leur sœur et fille Joséphine «Josée» Angnouon Mbon; décès survenu le dimanche 19 février 2017 à Brazzaville. La veillée a lieu à Mikalou sur l'avenue des ambassadeurs (en allant vers Jacques Opangault), arrêt «maman embôtô». Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.

Quentin Loubou, journaliste aux Dépêches de Brazzaville, les familles Missolo Foundoux, les enfants et petits fils Missolo, ont le regret d'informer les parents amis et connaissances, du décès de leur mère, épouse, sœur et tante, Eulalie



Valentine Misssolo (épouse Foundoux), survenu le samedi 18 février 2017 à Brazzaville. La veillée a lieu à Mougali, 1 bis rue Loby, au bord de la Mfoa (Madoukou), en allant vers Plateaux de 15 ans. Le programme des obsèques vous sera communiqué ultérieurement.

Dominique Onguebalé, Bernard Aboké, Christophe Pongui, Claver Pongui et la famille ont le profond regret d'annoncer aux parents, amis et connaissances de Makoua et de Brazzaville le décès de leur mère, Anne Ossela, survenu le 13 février 2017 à



Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au n° 156 de la rue Bandza à Ouenzé entre l'avenue Miadeka et Madoukou. L'enterrement est prévu pour le vendredi 24 février selon le programme ci-après :
10H : levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville ;
11H : recueillement au domicile familial, 156, rue Bandza ;
13H : départ pour le cimetière privé Bouka ;
16H : fin de la cérémonie.

IN MEMORIAM

22 février - 22 février 2017

Cinq ans déjà que Marie-Paule Thérésia Samory a été rappelée à Dieu.



A l'occasion de ce triste anniversaire, monsieur Jean Bernard Anaël Samory et madame Béatrice Samory ainsi que leurs enfants prient tous ceux qui ont connu leur fille et sœur d'avoir une pensée pieuse pour elle. Une messe sera dite en la Cathédrale Sacré-Cœur. Elle sera suivie du dépôt de gerbes de fleurs au cimetière de centre-ville. Que Dieu accorde à son âme la paix éternelle.

COORDINATION TECHNIQUE,
ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE
DES PROJETS TUBERCULOSE ET PALUDISME

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

Objet : Assistance technique pour l'actualisation du manuel de gestion des médicaments antituberculeux

1.Contexte

Le gouvernement de la République du Congo a obtenu du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, une subvention d'un montant global de 2 830 035 EUROS destinée à la mise en œuvre d'un nouveau projet intitulé « projet de lutte contre la co-infection TB/VIH », dans le cadre du nouveau modèle de financement (NMF). Ce projet est cofinancé par l'Etat congolais à hauteur de 20% et couvrira la période du 1er juillet 2016 au 31 décembre 2017. Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, il est prévu une « actualisation du manuel de gestion des médicaments antituberculeux ». A cet effet, la coordination technique, administrative et financière du projet tuberculose (CTAF) a l'intention d'utiliser une partie des fonds de la subvention pour payer les services d'une Assistance technique nationale (personne physique) dont la charge sera de conduire la dite mission.

2.Profil du consultant

- Etre résident au Congo Brazzaville ;
- Etre titulaire d'un diplôme de pharmacien ou équivalent ;
- Justifier d'une expérience de 3 ans au moins dans l'élaboration, la révision ou l'actualisation des manuels de gestion des médicaments de projets financés par des institutions internationales comme (Banque Mondiale; Fonds Mondial, BAD, FIDA, etc.);
- Justifier d'une expérience de travail de 2 ans au moins avec le Fonds Mondial et d'une bonne connaissance des procédures, directives et conditions générales du Fonds Mondial ;
- Avoir une bonne connaissance de la mise en œuvre des projets de santé ;
- Avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique ;
- Ecrire et parler couramment le français. La connaissance de l'anglais serait un atout.

3.Dépôt de candidatures

Les manifestations d'intérêt doivent être adressées au Coordonnateur de la CTAF au plus tard le lundi 06 mars 2017 à 14 heures, sous pli fermé à l'adresse ci-dessous :

A l'attention du : Dr J. Claude EMEKA, Coordonnateur de la CTAF

Adresse : En face du CHU de Brazzaville, à côté du CICR

Tel : 055115702 / 069310107

Brazzaville, Congo

NB. Les Termes de référence peuvent être consultés ou retirés à la même adresse ou être demandés par mail à l'adresse suivante : emekamamina27@yahoo.fr ou Bayinagil@yahoo.fr

Fait à Brazzaville le, 20 février 2017

Docteur Jean C. EMEKA
Coordonnateur du projet

AVIS DE VENTE

Trois terrains à vendre à Brazzaville et à Pointe-Noire

Pointe-Noire

•Terrain d'une superficie de 400 m², situé au quartier Tchimbamba Aéroport (à la fin de la piste)

Contact : +242 06.929.82.39 / 06. 658.13.02 / 05.553.52.95

•Terrain d'une superficie de 1 000 m² à Djeno à côté du lac Nanga.

Contact : +242 06.929.82.39 / 06. 658.13.02

Brazzaville

Terrain d'une superficie de 324 m², situé au quartier Orostom (derrière l'ancienne télé Congo)

Contact : +242 06.810.24.71 / 06 929.82.39.

CHEZ AFFOUSSA



Tout une gamme de produit pour l'entretien du teint

Préparation de Pommade-Savon pour l'entretien du teint

-Huile et savon gommant rajeunissant

-Huile pour l'entretien du teint des nourrices après l'accouchement

-Entretien du teint avant le mariage

-Lotion, crème et huile pour les tâches (Tous types de tâches).

-Lotion spéciale pour les boutons sur le visage

Et vente aussi des robes, chemises en pagnes et

Bazin pour hommes et femmes(Cousu).

Si vous voulez avoir un teint de rêve appelez chez Affou

Contact : 06 - 494 - 26 - 69 Marché Total.

NB : Ouvert de 8h à 18h / Livraison à domicile.

FINANCEMENT DU PROCESSUS ÉLECTORAL

La Céni donne la vérité des chiffres

Selon le président de la Céni, il faudra 1,3 milliard de dollars sur trois ans pour financer l'ensemble du cycle électoral et non pas 1,8 milliard de dollars comme évoqué dernièrement par le ministre du Budget.

Après la dernière sortie médiatique du ministre du Budget évoquant les difficultés de trésorerie que connaît actuellement l'exécutif national qui peine à mobiliser quelque 1,8 milliard de dollars requis pour assurer l'organisation des élections, la Commission électorale nationale indépendante (Céni) est montée au créneau pour recadrer les choses en donnant les vrais chiffres qui couvrent l'ensemble du processus électoral. C'est Corneille Naanga en personne qui a tenu, à travers une mise au point, à faire la lumière sur cette question. Mardi dernier face à la presse, le président de la Céni a indiqué que le budget total des opérations électorales étalées sur trois ans s'élève à 1,3 milliard de dollars. Une estimation nettement en deçà de ce qu'avait annoncé le ministre du Budget. Depuis le 1er

juillet 2016, a-t-il fait remarquer, ledit budget est déjà en exécution avec le lancement des opérations en cours de révision du fichier électoral entamées dans la province pilote du Nord-Ubangi.

Une somme de 400 millions de dollars a été décaissée pour couvrir ces opérations en attendant une deuxième tranche de l'ordre de 526 millions de dollars destinée à l'organisation proprement dite de l'élection présidentielle ainsi que les législatives nationales et provinciales prévues en principe avant la fin de cette année 2017. Ainsi donc, a précisé Corneille Naanga, sur 45 millions d'électeurs attendus, 15 millions sont déjà inscrits. Nonobstant cette relative avancée, la centrale électorale devra batailler ferme pour être en mesure de présenter d'ici juillet 2017 un fichier électoral complet. D'ici quelques jours, la Céni se prépare à lancer des opérations d'enrôlement dans douze nouvelles provinces. Mais la grande inconnue demeure la durée de cet enrôlement qui risque de prendre plus de temps que prévu surtout avec les diffi-

cultés rencontrés par la Céni sur le terrain sur fond d'insécurité notamment dans les contrées de l'Est en proie à l'activisme des groupes armés. À cela s'ajoutent des difficultés logistiques comme le manque de carburant pour acheminer le matériel dans l'arrière-pays.

Quant aux municipales et les locales, Corneille Naanga a précisé qu'elles coûteront au total 385 millions de dollars. Ces indications chiffrées ont permis de mettre fin aux spéculations qui entouraient, il y a peu, le financement du processus électoral en RDC en termes chiffrés. Cependant, quelques soucis demeurent : il s'agit notamment de l'absence d'un calendrier électoral énonçant toutes les étapes du processus électoral. Là-dessus, la Céni s'en remet aux acteurs politiques. La mise en place du nouveau gouvernement issu de l'accord du 31 décembre ainsi que du Conseil national du suivi de l'accord politique et du suivi du processus électoral sont posés comme préalables à la publication du calendrier électoral.



Corneille Naanga

Pour l'institution électorale, la balle se trouve dans le camp des acteurs politiques. «*Tout dépend de leur volonté à mettre en œuvre l'accord de la Saint-Sylvestre* », a déclaré ce responsable de la Céni,

une façon de dédouaner son institution par rapport aux attermoissements de la classe politique, lesquels attermoissements influent sur le processus électoral.

Alain Diasso

HAUSSE DU PRIX DU CARBURANT

Le gouvernement à couteaux tirés avec la profession pétrolière

Pour contraindre l'exécutif national à acquiescer à leur requête d'augmentation du prix du litre à la pompe, les opérateurs pétroliers ont décidé la vente séquentielle du carburant à Kinshasa contraignant ainsi les automobilistes à aller s'approvisionner auprès des vendeurs ambulants communément appelés « kadhafis ».

Le bras de fer se poursuit entre le gouvernement et la profession pétrolière. Cette dernière tient mordicus à ce que les paramètres de la structure des prix du carburant à la pompe soient actualisés, ce que refuse l'exécutif national. Jusqu'aujourd'hui, le litre d'essence à la pompe continue à se vendre à 1450 FC et à 1400 FC pour le gasoil nonobstant les dernières fluctuations intervenues sur le marché de change. Une situation qui est loin d'arranger les affaires des distributeurs des produits pétroliers qui ne jurent que par une révision à la hausse du prix du carburant. Ils mettent en avant les difficultés de trésorerie qu'ils éprouvent ces derniers temps à la suite du cumul des dettes concédées par le gouvernement. On parle de 90 millions de dollars de dettes que l'État congolais peine à libérer au profit de la profession pétrolière.

D'où l'incapacité pour les distributeurs des produits pétroliers à renouveler leurs stocks et à poursuivre avec les importations réputées onéreuses. Face à l'attentisme des autorités qui continuent à faire la sourde oreille à leur requête, les pétroliers ont finale-



Des vendeurs ambulants du carburant dans leur négoce

ment décidé d'interrompre la livraison de leurs produits aux institutions et sociétés de l'État. Bien plus, l'essence et le gasoil sont dorénavant vendus de manière séquentielle à Kinshasa. Les stations-service ne fonctionnent plus 24 heures sur 24. Au-delà de 18 heures, elles ferment contraignant ainsi les automobilistes à aller s'approvisionner auprès des « kadhafis ». Là, ils sont obligés de déboursier plus, étant entendu que ces vendeurs informels mettent les prix selon leur gré. C'est depuis novembre 2016 que certains paramètres qui influencent le prix à la pompe ont commencé à bouger à Kinshasa avec, à la clé, la dé-

préciation du franc congolais qui est passé de 935.75 FC à plus de 130 FC, soit une augmentation de plus de 5%. Malgré la pression des distributeurs, le gouvernement reste imperturbable conscient tout réajustement du prix du carburant aurait des conséquences néfastes sur le social des Congolais sur fond d'emballement des prix sur le marché. Pour combien de temps tiendra le gouvernement face à la pression continue des distributeurs qui ont pris l'option de paralyser carrément le secteur au grand désenchantement des automobilistes ? La question reste posée.

A.D.

MINES

Cent millions \$ auraient été versés à la société minière d'État

L'agence Bloomberg livre cette information en se référant à des sources proches du dossier. La Générale des carrières et des mines (Gécamines) aurait reçu « 100 millions de dollars américains dans le cadre d'un règlement pour abandonner ses objections à la vente de la plus grande mine de cuivre de la RDC (TenkeFugurume) aux acheteurs chinois ». L'on parle également d'un prêt de TenkeFugurume de 30 millions de dollars à la Gécamines une fois que l'action intentée devant la justice locale en décembre aura été annulée.

Selon Bloomberg, le versement des cent millions \$ aurait eu lieu le mois dernier après que Gécamines, société d'État propriétaire de 20 % du projet, a accepté finalement d'abandonner les poursuites judiciaires qui visaient à protester contre les conditions unilatérales de cette cession. Il faut rappeler que le gouvernement de la RDC n'a plus vu d'objection à la revente des participations de l'américain Freeport MC Moran et du canadien Lundinmining dans la mine géante depuis janvier dernier, mettant ainsi un terme à des mois de tension.

Par ailleurs, les termes de l'arrangement n'ont pas été rendus publics. Les chinois Molybdenum et BHP Partners ont racheté les parts pour un montant de 3,8 milliards de dollars américains. Le litige semble avoir trouvé une solution durable mais l'agence Bloomberg, citant Freeport, parle d'autres paiements ponctuels effectués dans le passé en faveur de la société d'État dans le cadre des transactions similaires sans que les détails n'aient été portés au grand public. Lundin devrait publier les termes de la vente de sa participation à la clôture de l'opération Une affaire à suivre.

Laurent Essolomwa

ENJEUX POLITIQUES

L'opposant Katebe Katoto de retour à Kinshasa

Le frère aîné de Moïse Katumbi foule le sol congolais au moment où la Conférence épiscopale nationale du Congo poursuit ses concertations avec diverses parties en vue d'accorder les violons sur les arrangements particuliers liés à l'accord de la Saint-Sylvestre.

Le riche homme d'affaires Katebe Katoto est rentré à Kinshasa, le 21 février, en provenance de la Belgique après douze années passées en exil. Suspendu à titre préventif par sa plate-forme, l'Alternance pour la République (AR) en raison de ses prises de position et déclarations contraires à celles de ses compagnons de lutte, le frère aîné de Moïse Katumbi serait rentré pour venir s'expliquer à propos des griefs mis à sa charge. Il est censé être auditionné par la commission de discipline de l'AR chargée de statuer sur son cas. Toutefois, son retour à Kinshasa suscite

maintes interrogations dans le chef des observateurs d'autant plus que cela intervient alors que le blocage s'est totalement installé dans les négociations en cours entre la majorité et l'opposition. Considérant les dernières prises de positions de Katebe qui a semblé récuser le choix de Félix Tshisekedi au poste de Premier ministre tout en remettant en cause le mode de désignation du successeur d'Étienne Tshisekedi à la tête du Conseil national de suivi de l'accord du 31 décembre (CNSA), d'aucuns supputent déjà sur ce retour qui cacherait bien des choses. Dans certains milieux, on présente déjà l'intéressé comme un cheval de Troie dans les rangs du Rassemblement. L'agenda caché de cet acteur politique dont les vues tendent de plus en plus à se rapprocher de celles de la majorité consisterait, d'après certains, à déstabiliser le Rassemblement en présentant sa candidature à la primature sur



Raphaël Katebe Katoto

fond de doublon de cette plate-forme de l'opposition. La stratégie du dédoublement étant une recette longtemps prisée par la majorité, d'aucuns voient déjà en Katebe Katoto le prochain président d'une aile dissidente du Rassemblement.

L'homme d'affaires compterait, pour ce faire, s'appuyer sur son parti politique, l'Union des libéraux démocrates (ULD), et certaines figures bien connues dans les milieux de l'opposition. À moins qu'il fasse amende honorable et que ses pairs par-

donnent ses égarements politiques pour qu'il réintègre le groupe. Un scénario que maints analystes ne sont pas prêts à créditer surtout lorsqu'on sait que des prétentions se multiplient au sein de l'opposition pour non seulement prendre les rennes du Rassemblement mais aussi pour succéder à Tshisekedi à la tête du CNSA. Autant dire que la donne Katebe est venue bouleverser les calculs au sein du Rassemblement déjà miné par des luttes de positionnement. La Dynamique de l'opposition – regroupement politique affilié au Rassemblement – serait déjà écartelée entre deux ailes et l'on pense qu'avec sa fortune, Katebe Katoto est capable d'émietter l'opposition en l'enfonçant davantage dans les méandres de la division. Sa candidature au poste de Premier ministre requiert, paraît-il, l'adhésion d'une frange non moins importante de l'opposition. Dossier à suivre.

Alain Diasso

CONFLITS INTERCOMMUNAUTAIRES

L'association « Jeunesse montante » tire la sonnette d'alarme

La structure associative exhorte à une prise de conscience réelle sur la problématique des frustrations sociales qui gangrènent l'espace sociopolitique congolais.

Les discussions en cours au Centre interdiocésain autour de l'arrangement particulier censé fixer les modalités pratiques quant à la mise en œuvre de l'accord du 31 décembre n'auraient pas touché le fond du problème, à en croire Jacques Dionzenu, membre actif du collectif « Jeunesse montante », un mouvement socioculturel créé dans le seul objectif de sauvegarder les valeurs d'unité et de cohésion nationale. S'exprimant dans le cadre d'une rencontre que son association a organisé le 19 février avec la jeunesse de la commune de Ngaliema, cet activiste a estimé que les participants ont éludé les tensions sociales qui sévissent à l'heure actuelle dans plusieurs coins du pays sur fond des conflits interethniques. Une situation qui, à l'en croire, annihile tout effort d'émancipation de la RDC en tant que nation. Profitant de l'occasion, le secrétaire général de « Jeunesse montante » en a profité pour évoquer justement cette résurgence des tensions communautaires qui, de son point de vue, constituent un danger susceptible de saper les fondements d'un pays uni avec, en partage, l'idéal du vivre ensemble collectif.

Dans son analyse, l'orateur a ciblé la marginalisation des communautés entières au profit d'autres dans la gestion de la res publica - alors qu'elles ont les mêmes droits - comme l'une des causes de frustration à la base des tensions sociales observées ces derniers temps. Le discours xénophobe et séparatiste développé ces derniers temps par le chef spirituel de Bundu Dia Kongo Ne Mwanda Nsemi brandissant le spectre de l'autonomie du Kongo central serait, d'après lui, la résultante des frustrations mal contenues. Jacques Dionzenu pense que les revendications de cette secte magico-spirituelle sont à prendre au sérieux car révélatrices des rancœurs mal dissimulés. « Avec sa mosaïque des tribus et d'ethnies, la RDC, dans sa complexité, gagnerait beaucoup en embrayant sur le clavier de l'unité nationale qui, malheureusement, tend à se diluer dans les méandres des intérêts poli-

tiques », a-t-il indiqué tout en évoquant la révolte des Batetela, la première insurrection armée menée par les soldats Ngwandi dans les années soixante. Ouvrant une brèche sur l'épisode de la chasse des officiers ressortissants de l'Équateur peu après l'entrée de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) à Kinshasa, il s'est longuement attardé sur les déboires que plusieurs ex-FAZ avaient connus à l'époque à la suite de leur refus de rallier ces forces révolutionnaires vers les années 1997. Dans la foulée, l'orateur a égrené les souvenirs d'une certaine Lisa Ebulu interpellée fin janvier 2017 en confusion avec sa sœur Gloria Ebulu pour propos subversifs au sujet des événements de février 2011. « Aujourd'hui, le commandant responsable du dossier exige la comparution de Gloria, auteur desdits propos, avant de remettre dans les airs sa sœur Lisa emprisonnée à son lieu et place », ajoute Jacques Dionzenu. Pour lui, les origines équatoriennes de ces deux filles issues d'un même géniteur, un ancien ex-FAZ aurait motivé l'action judiciaire enclenchée contre elles. Des faits de cette nature qui trahissent la fragilité de la cohésion nationale sacrifiée sur l'autel des considérations ethniques sont légion, a-t-il martelé tout en précisant que « les foyers de frustration couvent encore un peu partout dans le pays assortis des revendications politiques ». À cela s'ajoutent les conflits des terres opposant des communautés diverses qui, d'après lui, refusent de coexister avec le risque de voir les antagonismes prendre du relief et mettre en mal les institutions. Pour endiguer ce fléau, Jacques Dionzenu pense qu'une attention particulière devra dorénavant être accordée à la question des frustrations sociales qui gangrène l'espace politique congolais. « Il est plus que temps de mobiliser l'impératif de l'unité nationale pour permettre au pays de retrouver ses marques en tant qu'une nation qui compte », a-t-il conclu.

A.D.

Le pape préoccupé par le sort des enfants congolais

Le souverain pontife appelle à mettre un terme à « la tragédie » des enfants-soldats pris dans l'étau de la guerre continue.

C'est dimanche, au cours de la prière mariale de l'Angélus qu'il récite traditionnellement avec les fidèles sur la Place Saint-Pierre, à midi, que le pape François a lancé un nouvel appel à la fin de la guerre qui ensanglante la République démocratique du Congo. Une guerre intolérable, surtout lorsqu'elle frappe des êtres innocents comme les enfants, doubles victimes comme cibles des attaques et de leurs conséquences, ou comme acteurs agissant malgré eux pour commettre des atrocités.

L'appel du pape survient dans le contexte de la flambée de violences qui touche depuis quelques semaines le Kasai-central autour de la mort violente du chef coutumier Kamina Nsapu et de ses funérailles. Des images circulent sur les atrocités commises aussi bien par les forces armées que par les milices partisans du chef décédé. Des images qui semblent avoir révolté le Saint-Père. « Je ressens une forte douleur pour les victimes, et spécialement pour les nombreux enfants arrachés à leur famille et retirés de l'école pour être utilisés comme enfants soldats », a dit le pape.

Le pape François, qui ne cesse de prier pour les nombreuses victimes, « renouvelle » l'appel « à la conscience et à la responsabilité des autorités nationales et de la communauté internationale afin que des décisions adéquates soient prises rapidement pour porter secours à nos frères et sœurs ». Le souverain pontife a voulu étendre cet appel aux autres populations du continent et d'ailleurs dans le monde qui « souffrent à cause de la violence et de la guerre » elles aussi.

Au moins 25 personnes ont été tuées lors d'une attaque menée par une milice dans la province du Nord-Kivu à la fin de la semaine passée, alors que circulait une vidéo mettant en cause l'armée congolaise dans un massacre de civils plus au sud, dans le Kasai. « Nous continuons de recevoir de tristes informations d'affrontements violents et brutaux dans la région du Kasai-central de la République démocratique du Congo », a regretté le pape.

Lucien Mpama

HYDROCARBURE

Ouverture à Pointe-Noire de la table ronde sur les provisions pour abandon et remise en état des sites

La table ronde sur les provisions pour abandon et remise en état des sites a eu lieu vendredi 17 février dans l'un des hôtels de la ville océane sous les auspices du ministre des hydrocarbures, Jean-Marc Thystere Tchicaya accompagné des divers représentants des sociétés pétrolières implantés en république du Congo et de divers invités

Ouvrant ainsi les travaux de cette rencontre, Jean Pierre Thystere Tchicaya a expliqué que les provisions pour abandon et remise en état des sites représentent des fonds collectés tout au long de l'exploitation des champs pétroliers, sur des critères financiers et des critères de productions. Ces fonds sont destinés au financement des démantèlements des installations pétrolières et à la remise en état des sites qui les ont abritées, au moment où celles-ci arrivent à échéance. Aujourd'hui, force est de constater que le Congo, n'a aucune expérience en la matière, puisque tous les champs en production, y compris les plus anciens sont encore en activité. Une nouvelle vie a été donnée aux premiers champs arrivés à échéance via des développements.

« Certes, les contrats de partage de production antérieurs à 1994 définissent les règles de constitution et

de gestion des provisions pour abandon, mais l'Etat a pris l'option de les faire évoluer. C'est ainsi que le nouveau code des hydrocarbures, promulgué par le président de la république, son excellence monsieur Denis Sassou N'Guesso en octobre 2016, a fixé le cadre et les grandes lignes sur la question, sans toutefois être exhaustif sur tous les cas possibles d'application. Cette table ronde devrait nous permettre de capitaliser sur vos échanges et en suivant, de rédiger, conformément aux orientations du premier ministre, chef du gouvernement, des textes d'application clairs, qui prennent en compte les préoccupations de toutes les parties prenantes en intégrant les spécificités de notre industrie. La diversité des expériences des participants à ces assises devrait aller dans ce sens. L'importance de conjuguer nos efforts et de mobiliser toutes nos énergies pour la protection de l'environnement est donc primordiale. Le brainstorming qui va s'engager ce jour, devrait déboucher sur des propositions partagées par tous : l'Etat et les différents groupes contacteurs » a indiqué le ministre.

Dégageant pour sa part les objectifs de ces assises, Serge Ndeko, directeur général des hydrocarbures



< Sans données à partir du lien >

a dit que cette rencontre initiée par le ministère des hydrocarbures avait pour but d'écouter l'ensemble des acteurs des sociétés pétrolières, les principaux cadres qui interviennent dans le secteur des hydrocarbures en république du Congo en vue de préparer les textes d'application du nouveau code des hydrocarbures notamment dans sa partie du traitement des provisions pour abandon et réhabilitation des sites. « Les échanges ont été très fructueux entre les directeurs des principales sociétés pétrolières. Je pense que nous avons eu suffisamment de la matière pour qu'au moment où le gouvernement de la république va nous le demander, nous allons nous préparer tranquillement de manière objective les textes d'application sur cette partie. Certaines sociétés nous ont parlé des modèles qui existent dans certains pays, il est vrai que certaines de ces sociétés peuvent avoir des préférences par exemple pour les modèles angolais, camerounais, gabonais ou celui de la mer du nord mais le Congo à ses spécificités et nous pensons que par rapport au modèle congolais, il ya une loi que ne l'on ne pourra pas changer du jour au lendemain et nous ferons de telle sorte que l'on trouve des bons textes d'application qui cadre à la réalité congolaise » a-t-il signifié.



< Sans lien d'intersection >

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



PROMOTION DES LANGUES MATERNELLES

L'éducation multilingue appelée de tous les vœux

La célébration de la journée internationale de la langue maternelle, le 21 février, au Centre culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard de Pointe-Noire a donné lieu à des échanges au cours desquels l'enseignement en langues maternelles et l'éducation multilingue ont été souhaités par tous. Une activité organisée par la direction départementale du livre et de la lecture publique de la ville océane, en partenariat avec l'association Pointe-Noire dynamique culturelle.

Exposés sur la place des langues maternelles dans le processus évolutif de l'homme et l'importance de l'éducation multilingue, la présentation des contes en langues, l'exposition des livres écrits en langues congolaises, la remise du trophée Joseph Tchiamas pour la promotion des langues maternelles (3e édition), la remise des cadeaux aux gagnants du concours de conte en langues lingala et kituba ont meublé cette journée dont l'objectif, selon le vœu de l'Unesco, est de contribuer à la promotion de l'éducation à la citoyenneté mondiale.

«Vers des avenir durables grâce à l'éducation multilingue» est le thème de cette année. Il s'agit de l'éducation pour les peuples et la planète en vue de créer des avenir durables pour tous. «Que le potentiel de l'éducation multilingue soit reconnu partout, dans

les systèmes éducatifs et administratifs, dans les expressions culturelles et dans les médias, le cyberspace et les échanges commerciaux», a dit Irina Bokova, directrice générale de l'Unesco dans son appel. Selon Alphonse Kala, directeur départemental du livre et de la lecture publique de Pointe-Noire, «pour favoriser le développement durable, les apprenants doivent avoir accès à l'éducation dans leurs langues, mobilisation oblige. C'est grâce à la maîtrise de sa première langue ou langue maternelle que les compétences de base en lecture, écriture et calcul peuvent être acquises. Les langues locales, en particulier les langues des minorités et des peuples autochtones, transmettent la culture, les valeurs et la savoir traditionnel, jouant ainsi le rôle important dans la promotion d'avenir durables». Et d'ajouter après avoir loué le travail abattu par les instances dirigeantes panafricaines pour le développement et la promotion des langues africaines: «Il reste que chacun de nous s'approprie ce combat et fasse l'effort de prendre une place importante dans la promotion de nos langues qui ne sont pas que des dialectes, mais des



Les récipiendaires des prix de la 1re édition du concours de conte posant avec les officiels./Crédit photo «Adiac»

langues à part entière, des langues qui véhiculent mieux notre culture que nous ne le ferions dans les langues étrangères. Cessons d'avoir honte de parler nos langues. Elles sont aussi belles que celles des autres, d'une poésie inégalable».

Après la présentation de contes par Germaine Ololo, Honorine Molombo en kituba et Cardelas Batchi en langue vili, Arnaud Judaël Nkouka a exposé sur le thème «Le droit à l'éducation» suivi du thème «L'importance de l'éducation dans la langue mater-

nelle» par Paul Humbert, de SIL Congo (Société internationale de linguistique), responsable du projet traduction en langue vili. Deux exposés qui ont une fois de plus montré l'importance de l'éducation multilingue qui doit être en harmonie avec le volet culturel de l'avis des intervenants lors des débats. Sous les congratulations de Sylvestre Taty, secrétaire particulier du préfet de Pointe-Noire, et des directeurs départementaux invités, Makayi Ntsiba Loïc Lumière et Mavoungou Aimée Patricia (contes en kituba) et Paul

Atipo Akoueli Ngatsé (contes en lingala) ont été distingués comme lauréats de la première édition du concours de contes en langues kituba et lingala. Le prix Joseph Tchiamas, grand défenseur de la langue vili décédé il y a quelques années seulement à Loango, a été remis à Jean-Marie Kokolo qui à travers l'alphabétisation des peuples de l'arrière-pays contribue à faire revivifier nos langues nationales. La dégustation des mets typiquement africains a mis fin à cette activité.

Hervé Brice Mampouya



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.

Un Espace culturel Pour vos Manifestations :

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)Brazzaville : 84 bd Denis Sassou
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

PROTECTION DES DROITS DES ENFANTS

L'Unicef réaffirme son soutien aux efforts du gouvernement congolais

La directrice régionale du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Marie Pierre Poirier, a réitéré le soutien de cette agence onusienne le 22 février à la ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, Antoinette Dinga Dzondo.

La première visite officielle de la nouvelle directrice régionale de l'Unicef pour les deux sous-régions d'Afrique, qui séjourne au Congo depuis hier, a commencé au ministère en charge des questions sociales.

En effet, l'entretien entre Marie Pierre Poirier et Antoinette Dinga Dzondo a été focalisé sur des sujets concernant les droits des enfants. « Je commence ma visite de pays au Congo dans ce ministère parce qu'il m'est ap-

paru la vision claire de Mme la ministre de mettre un accent sur l'investissement nécessaire pour l'enfance, pour donner à chaque Congolais la chance d'atteindre son plein potentiel », a justifié la directrice régionale devant la presse.

Selon elle, le ministère des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité a développé une politique sociale moderne, intégrée, multisectorielle. « La ministre m'a confirmé que les plans pour mettre cette politique à jour de façon à ce qu'on puisse passer à la mise en œuvre de manière très concrète, sont déjà élaborés. Nous Unicef, avons réaffirmé notre totale disponibilité. Nous sommes prêts à aller de l'avant et à soutenir cette initiative », a poursuivi Marie Pierre Poirier devant le représentant résident de

l'Unicef au Congo, Aloys Kamu-ragiye.

Interrogée sur la nature du soutien de l'Unicef, Marie Pierre Poirier a indiqué que son institution mettra à disposition du Congo des compétences techniques dans une perspective de renforcer les capacités nationales. Pour elle, l'Unicef qui voudrait être un partenaire du Congo ne peut qu'accompagner une telle vision afin qu'elle puisse se traduire en résultats concrets. « Ce que nous voulons, c'est un Congo qui s'occupe de ses enfants en ligne avec les standards internationaux mais à la Congolaise avec ses propres solutions. Donc, nous apporterons un appui technique et financier; un appui à la fois stratégique mais très opérationnel et c'est la force de l'Unicef de façon multi-sectorielle », a-t-elle fait savoir.

Etant donné que cette action mérite d'être testée, les deux personnalités ont évoqué la nécessité de mettre en place une initiative pilote. A ce propos, la ministre Antoinette Dinga Dzondo a informé son hôte de la mise en œuvre des plans de formation, d'accompagnement des travailleurs sociaux, de mobilisation et d'engagement des structures communautaires. Le but étant de permettre aux familles d'être partie prenante de cette vision du Congo pour les enfants. « Nous avons conclu que les petits premiers pas pouvaient amener des grandes choses. Nous allons au niveau régional de l'Unicef, accompagner cette expérience avec un grand intérêt, le bureau de pays est complètement mobi-

lisé pour la soutenir et je vois que nous pouvons avoir un premier pas en avant qui sera très intéressant non seulement pour le Congo mais bien au-delà pour la région », a estimé la directrice régionale de l'Unicef pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Rappelons que l'Unicef promeut les droits et le bien-être de chaque enfant, dans tout ce qu'il fait. Cette institution onusienne travaille dans 190 pays et territoires du monde entier avec ses partenaires pour faire de cet engagement une réalité. Ceci avec un effort particulier pour atteindre les enfants les plus vulnérables et marginalisés, dans l'intérêt de tous les enfants, où qu'ils soient.

Parfait Wilfried Douniama

CONGO-BANQUE MONDIALE

Appuyer des réformes favorables aux investissements

Les réformes relatives à l'amélioration du climat des affaires, de l'investissement privé et de la gouvernance des entreprises publiques, vont être contenues dans le nouveau Plan national de développement (Pnd 2017-2021) cofinancé par le Congo et la Banque mondiale (BM). Les deux partenaires viennent de renouveler leurs engagements à l'issue des travaux de la revue du portefeuille de la BM, les 21 et 22 février à Brazzaville.

« Redynamisation du partenariat entre la République du Congo et la Banque mondiale », est le thème de cette dernière revue de la performance de portefeuille de la Banque mondiale au Congo, exercice 2012-2017. Ces travaux en ateliers thématiques ont permis d'approfondir la réflexion sur l'orientation à donner à l'engagement de la BM, témoigne Ahmadou Moustapha Ndiaye, directeur des opérations de la BM au Congo.

« Le format de revue de portefeuille a été modifié cette année pour permettre davantage de participations et d'échanges. Car, la plupart des questions que nous nous posons vont au-delà des projets », a estimé mercredi Ahmadou Moustapha Ndiaye.

Les indicateurs macroéconomiques du Congo demeurent défavorables, en raison de l'incertitude sur l'économie mondiale. Les parties ont de ce fait insisté sur les nombreuses réformes sectorielles, pour tenter de juguler la crise

; de poursuivre l'appui aux secteurs sociaux...

D'après Isidore Ondoki, coordonnateur du Projet de développement agricole et de ré-

dans les secteurs du tourisme, de l'agriculture ou BTP. Les participants à cet atelier ont plaidé en faveur de la mise en œuvre effective de la ré-



Des participants aux travaux de l'atelier

habilitation des pistes rurales (Pdar), en matière de climat des affaires il est nécessaire de renforcer toutes les mesures qui permettent d'améliorer le classement Doing business, avec l'ensemble des recommandations formulées par les partenaires de la BM et du Fonds monétaire international. « Nous sommes dans un pays où, pour créer une entreprise, il faut attendre deux mois ou plus, alors que dans d'autres pays c'est dix jours ou moins. S'ajoute l'absence de dialogue entre les investisseurs et les établissements de crédits », a déploré Isidore Ondoki.

Lorsqu'on parle du climat des affaires, on voit aussi le côté foncier, parce que l'on ne peut pas faire des affaires sans la maîtrise du foncier, surtout

dans les secteurs du tourisme, de l'agriculture ou BTP. Les participants à cet atelier ont plaidé en faveur de la mise en œuvre effective de la ré-

glementation foncière, afin de permettre aux investisseurs locaux et étrangers de se sentir en sécurité. « Nous sommes membres de l'Ohada, lorsqu'un investisseur veut s'installer il doit être sûr qu'en cas de litige commercial il va se rendre au tribunal pour obtenir justice et dans le délai », a dit ce coordonnateur du Pdar.

D'autres questions comme le financement des projets, le dialogue privé-privé, le versement par l'Etat congolais du fonds de contrepartie, les participants ont souhaité la création d'une maison des entreprises, d'une unité de coordination des activités au niveau de la primature, ainsi que des banques de développement.

Fiacre Kombo

ARTS MARTIAUX

Le club Forme Epic-Taekwondo privilégie la formation des enfants



Les jeunes athlètes après la passation (Adiac)

« Notre objectif est de faire en sorte que les jeunes qui assureront la relève demain puissent pratiquer du bon et du vrai Taekwondo », a expliqué maître Yhostan Taboula, principal formateur de la section Taekwondo du club Forme-Epic. Récemment, lors de son lancement officiel, 11 jeunes pratiquants (filles et garçons) ont été soumis à un passage de grade. Une toute première évaluation pour cette vague d'enfants, l'espoir de demain. Ainsi, 10 candidats sont passés ceinture jaune et le major de la promotion seul est passé ceinture verte.

Au club Forme Epic-Taekwondo, les entraînements des enfants sont aménagés de sorte à ne pas empiéter sur leur rythme scolaire. Deux séances par semaine, mercredi et samedi. « Il ne faut pas oublier que dans la pratique du sport, les enfants acquièrent des qualités et des valeurs qui leur permettent d'avancer non seulement dans leur parcours scolaire mais aussi dans la vie de tous les jours », à en croire maître Yhostan Taboula qui pense que l'avenir du sport passe par une bonne formation de la pépinière. En rappel, Forme Epic-Taekwondo n'est qu'une section du club. Plusieurs autres disciplines y sont pratiquées.

Rominique Nerplat Makaya

MUSIQUE : ALAN KULU ET SON ORCHESTRE EN

CONCERT CE VENDREDI À L'IFC

Ce concert est l'occasion pour Alan Kulu de présenter son dernier album intitulé « On est tous pareil » et toutes ses dernières créations. Auteur compositeur et interprète, Alan Kulu joue une musique de brassage et de mélancolie issue de la tradition « Mbanza Congo », symbole d'une fusion idéale entre plusieurs cultures musicales. L'artiste s'est déjà produit sur de multiples scènes brazzavilloises dont le Festival Mantsina sur scène.

Il sera accompagné par huit musiciens et deux danseurs contemporains dans un spectacle riche en chorégraphie. Artiste aux qualités incroyables, Alan Kulu manipule également les cordes de la guitare.

Les Ateliers Sahm qui ne sont pas à leur première collaboration avec Alan Kulu sont heureux de pouvoir signer des banderoles qui flottent dans la ville pour annoncer ce show.